

DÉCLOISONNONS LA VILLE !



Édito de la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier



© Yannick Labrousse

DÉCLOISONNONS LA VILLE !

A quoi ressembleront nos villes demain ? Quelles problématiques les acteurs impliqués dans la conception, l'aménagement, la gestion des espaces urbains doivent-ils aborder dès aujourd'hui pour construire une ville écologiquement, économiquement et humainement plus durable pour les générations futures ?

La Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier contribue à ces réflexions avec l'ambition de rendre la ville plus humaine en plaçant l'architecture et l'urbanisme au service de l'environnement et de la solidarité. Pour mener à bien cette mission, elle s'appuie en particulier sur **Demain la ville, le Lab.**, espace d'information, de réflexion et d'échange créé en 2006 par Bouygues Immobilier.

En renforçant la communication entre les différents acteurs de la ville, en développant une vision prospective et participative, en impliquant les collectivités territoriales et en faisant connaître ces travaux au grand public, Demain la ville, le Lab. se positionne dans une dynamique forte et répond aux défis posés par l'intégration harmonieuse de la ville dans un environnement complexe et en profonde mutation.

C'est cette ambition que nous souhaitons vous faire partager à travers cette 4^e exposition.

François Bertière

Président de Bouygues Immobilier

Président de la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier

COMMENT LA VILLE SE DÉCLOISONNE — P. 5

POINT DE VUE

Marie-Christine Labourdette, présidente de la Cité de l'architecture & du patrimoine — P. 6

LES EXPERTS DE DEMAIN LA VILLE, LE LAB. — P. 7

SYNTHÈSE

Les auditions de Demain la ville, le Lab. — P. 8

TRIBUNE

Les entrepreneurs de solidarité
par *Alain Bourdin* — P. 10

1 LES NOUVEAUX ACTEURS DE LA SCÈNE URBAINE — P. 13

La friche, antichambre de l'écoquartier — P. 14

À la découverte de sites ignorés — P. 16

Réinsuffler l'esprit d'entreprise — P. 18

Des établissements privés s'ouvrent sur la ville — P. 20

PROSPECTIVES

Valoriser un intérêt renouvelé pour les commerces de proximité par *PeclersParis* — P. 22

TRIBUNE

L'économie sociale et solidaire et l'urbanisme temporaire : des pistes pour l'avenir
par *Christian Devillers* — P. 24

2 LES BÉNÉFICES DE L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE — P. 27

Restauration de quartier — P. 28

Grands bâtis pour nouvelles activités — P. 30

Vivre avec les autres en préservant son pré carré — P. 32

Ces applications numériques qui bousculent les usages en ville — P. 34

PROSPECTIVES

Outils antigaspi et prorecyclage pour petites et grandes actions par *PeclersParis* — P. 36

TRIBUNE

Décloisonner la ville à petites mailles
par *Edwin Mootoosamy* — P. 38

3 COMMENT CRÉER DES LIENS DE PROXIMITÉ — P. 41

Rejoindre la société — P. 42

L'agriculture gagne du terrain en ville — P. 44

Trois jardins partagés — P. 46

Le grand retour à l'artisanat en ville — P. 48

PROSPECTIVES

Le jeu et la pédagogie au service des valeurs démocratiques par *PeclersParis* — P. 50

TRIBUNE

Décloisonnons la ville : oui, mais avec qui ?
par *Brigitte Fouilland* — P. 52

4 DANS LA DYNAMIQUE DE L'ENTREPRISE SOCIALE — P. 55

L'innovation sociale via les incubateurs et les *think tanks* — P. 56

Des passerelles à l'attention des entrepreneurs sociaux — P. 58

Quand le secteur public impulse l'initiative locale — P. 60

Des habitants donateurs pour l'intérêt général — P. 62

PROSPECTIVES

Les acteurs de la philanthropie s'organisent
par *PeclersParis* — P. 64

TRIBUNE

L'innovation sociale face à l'urgence climatique
par *Florence Lécluse* — P. 66

DU CÔTÉ DES ÉTUDIANTS

« Les initiatives de demain : construire les modèles économiques de l'innovation sociale »

par *l'École urbaine de Sciences Po* — P. 68

Un tiers-lieu et des jardins partagés à Grand Bellevue

par *l'École de design Nantes Atlantique* — P. 70

GÉNÉRIQUE DE L'EXPOSITION — P. 74



COMMENT LA VILLE SE DÉCLOISONNE

Notre façon de vivre en ville a changé. À l'heure de la mobilité – des individus, des idées, des produits, des services –, les repères de la vie urbaine ne cessent d'évoluer. La ville s'adapte aujourd'hui à la concentration de population. Certains schémas classiques se périment et, en tombant, les cloisons font apparaître de nouveaux tracés. Dans la mesure où les villes, sources d'emploi, se sont agrandies très vite, de nouveaux usages s'y sont développés : mobilité partagée, habitat participatif, restauration solidaire, cultures maraîchères, occupation provisoire de friches... C'est dans cette mutation, ce décroissement, que l'économie sociale et solidaire (ESS) est apparue. Composante essentielle du tissu économique urbain, elle emploie en France plus de 10 % de la population active. De nouveaux modes de vie, créateurs d'activités, se mettent en place et ouvrent la voie à l'innovation sociale...

Alors que les financements se réduisent au sein des collectivités et des municipalités, l'innovation sociale participe activement à la ville de demain jusqu'à prendre le relais de l'action publique. La 4^e exposition de Demain la ville, le Lab. présente un large panorama d'exemples issus de ces nouvelles formes de solidarité. De plus en plus de membres de la société civile tentent aujourd'hui de faire évoluer la ville, ce que l'on appelle en anglais l'« empowerment ».

Et tout un réseau – collectivités, entreprises, associations, universités, habitants, usagers... – se mobilise autour de l'innovation sociale à l'échelle du territoire urbain.

Depuis 2013, présenter un projet innovant permet d'obtenir des financements publics. La loi relative à l'économie sociale et solidaire (ESS)*, dans son article 15, tend à concilier activités économiques et utilité sociale mais en dépasse

le champ strict et a commencé à prendre de nouvelles formes. Le cadre institutionnel a bougé : depuis les années 1980, les villes gagnent du pouvoir sur l'État. Parallèlement, les demandes des citoyens ont évolué et le numérique a permis aux initiatives collaboratives de changer d'échelle, facilitant les relations entre les membres de communautés et de réseaux toujours plus étendus. En pleine expansion, l'économie de pair à pair, dite « collaborative » ou de partage, pénètre ainsi le secteur privé et concurrence les activités traditionnelles avec ses plateformes numériques d'échanges et d'offres. La redistribution des rôles entre le secteur public – aux ressources de plus en plus réduites – et le secteur privé doit s'accomplir.

En matière d'innovation sociale, la mixité des usages se renforce et conduit à l'émergence de tiers-lieux. Par ailleurs, il est utile de créer des sas de décroissement entre économie classique et économie sociale et solidaire dans lesquels entrepreneurs sociaux, entreprises, collectivités et experts peuvent faire éclore des projets innovants. Car concevoir la ville de demain autour d'usages fédérateurs la rend créatrice de richesses.

Depuis l'éclatement de la bulle Internet, en 2001, une dynamique civile et sociale est en marche. Vingt ans après, les expériences innovantes ont fait florès. Sont-elles appelées à durer ou évolueront-elles, à l'exemple du coworking solidaire, parti pour devenir un service commercial ? Les exemples que présente l'exposition sont en tout cas l'illustration frappante d'un changement d'époque.

* Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, JO du 1^{er} août 2014.

MARIE-CHRISTINE LABOURDETTE

Présidente de la Cité de l'architecture
& du patrimoine

« UNE DYNAMIQUE CIVILE ET SOCIALE S'INSTALLE »

Prise dans la dynamique des grandes transitions tant écologiques, énergétiques que numériques, la mutation des villes s'accélère. Aujourd'hui l'enjeu est plus que jamais de « construire la ville sur la ville », et de faire du lien. Le fonctionnalisme et autres démarches de zonage qui ont marqué les années 1960 n'ont plus lieu d'être dans le paysage de la ville contemporaine, placée sous le signe de la mixité programmatique et sociale. Le décloisonnement est là. Plus que jamais ouverte aux nouveaux modes de vie, aux nouvelles pratiques urbaines, la réflexion sur la ville conduit à la mise en place de nouveaux processus. La participation citoyenne entre alors en jeu. Au-delà de la pédagogie du projet indispensable pour assurer la compréhension d'une opération, c'est toute une démarche de coprogrammation et de coproduction qui se met en place.

La Cité de l'architecture & du patrimoine rend compte, depuis plusieurs années, de l'apparition de ces phénomènes dans ses programmes et conférences, jusqu'au *Global Award for Sustainable Architecture* proclamé à la Cité qui, en 2017, distinguait le collectif britannique Assemble pour sa démarche coopérative s'ingéniant à créer des projets avec et pour les utilisateurs.

Ainsi, des habitants s'emparent d'espaces délaissés ou désaffectés, de bâtiments vides, autant de friches qui ne demandent qu'à être reconquises, revitalisées. S'ouvre alors le champ des possibles, avec une multitude de scénarios en termes d'usage. Le pavillon français conçu par l'équipe

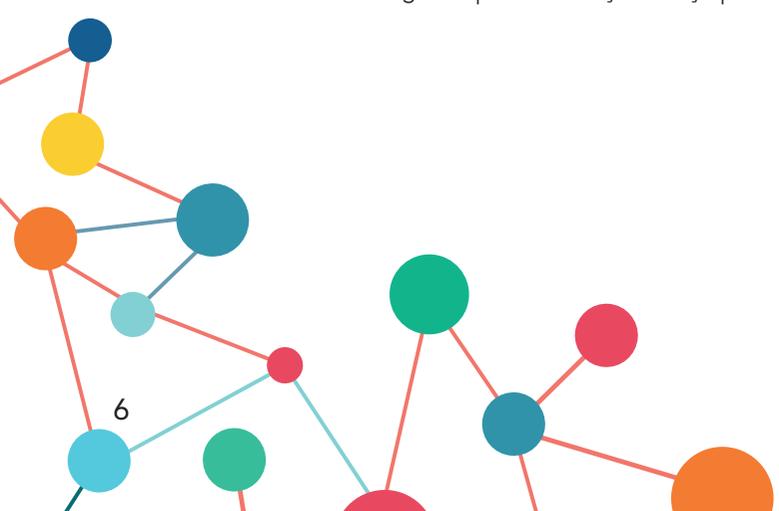


© MC - Didier Plowy

Encore Heureux pour la Biennale d'architecture de Venise 2018 a mis le projecteur sur cet immense potentiel.

La Cité de l'architecture & du patrimoine est heureuse de présenter les travaux de Demain la ville, le Lab. porté par la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier, qui a étudié ces nouvelles formes d'innovation sociale, durables et circulaires. Ces expériences, relatées dans l'exposition de 2018, témoignent des aspirations à créer des environnements de vie et de travail alternatifs : l'habitat participatif à l'instar du modèle suisse, la mobilité partagée qui se développe dans les territoires ou l'agriculture urbaine qui s'est largement invitée dans la consultation internationale du Grand Paris en 2008. Elles tentent de répondre à des besoins sociaux non satisfaits notamment par l'économie traditionnelle. Le développement du numérique accompagne le mouvement. Il permet aux initiatives collaboratives de changer d'échelle, en facilitant les relations entre les membres de communautés.

En choisissant près d'une centaine de lieux, d'initiatives, de collectifs, de regroupements en France, en Europe mais aussi à travers le monde, Demain la ville, le Lab. donne à voir d'étonnants témoignages de ces nouvelles formes de « responsabilisation » par les habitants. C'est bien dans cette optique éthique qu'une dynamique civile et sociale s'installe. Cette exposition offre de précieuses clés de lecture de ces nouveaux phénomènes, dans lesquels chacun peut devenir acteur du changement de son mode de vie, de son habitat, de son quartier...



LES EXPERTS DE **DEMAIN LA VILLE, LE LAB.**



© Barbara Grossmann

Christian Devillers

Architecte-urbaniste

- Directeur et fondateur de Devillers et Associés Sarl d'architecture, urbanisme et paysage
 - Ancien professeur à l'École nationale des ponts et chaussées (chaire de composition urbaine)
 - Animateur de l'Atelier national Projet urbain au ministère de l'Équipement jusqu'en 2000
 - Prix de l'Équerre d'argent 1984
 - Grand Prix de l'Urbanisme 1998
-



© Barbara Grossmann

Alain Bourdin

Sociologue et urbaniste

- Professeur des universités • Codirecteur du Lab'urba (laboratoire commun à l'Institut français d'urbanisme et à l'Institut d'urbanisme de Paris)
 - Codirecteur de la revue *Espaces et Sociétés*
 - Responsable scientifique au plan Urbanisme Construction Architecture (ministère de l'Écologie, du Développement durable, de l'Énergie et de la Mer) du programme « Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines »
-



© Barbara Grossmann

Brigitte Fouillard

Docteur en science politique

- Directrice exécutive de l'École urbaine de Sciences Po
 - Professeur au master Stratégies territoriales et urbaines
 - Chercheure associée au Centre de sociologie des organisations de Sciences Po
-

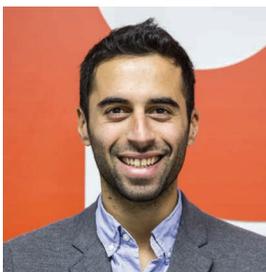


© Corentin Mossière

Florence Lécluse

Déléguée générale du Centsept, lieu d'expérimentation et d'accélération de projet d'innovation sociale (Lyon)

- Diplômée de l'ESCP Europe
-



© Corentin Mossière

Edwin Mootosamy

Cofondateur de OuiShare

- Doctorant
-

LES AUDITIONS DE **DEMAIN LA VILLE,** **LE LAB.**

Une quinzaine de séances publiques
et privées font apparaître
cinq grandes lignes

Alain Bourdin, sociologue-urbaniste

Deux grandes clés de lecture ont orienté le travail du comité éditorial : l'innovation sociale et la solidarité.

D'un côté, l'invention dans les objectifs, les modèles économiques, les manières de faire, les coopérations, les services offerts et une innovation souvent portée par de nouveaux acteurs, de jeunes professionnels ou d'autres qui, après une carrière parfois longue, ont décidé de changer d'activité.

De l'autre, l'action en faveur des plus faibles, des démunis, de ceux que les transformations de la société ont laissés sur le bord de la route ; ou la solidarité d'un réseau – en particulier des jeunes qui partent dans de nouvelles aventures entrepreneuriales ou professionnelles – ; ou encore la prise en charge de lieux abandonnés ou en déshérence.

Souvent innovation sociale et solidarité se mêlent pour former des aventures passionnantes, qu'elles soient provisoires ou vouées à un développement dans la durée. S'y jouent de nouveaux rapports entre le public et le privé, l'État et les collectivités, les professionnels et les citoyens, les porteurs de projets et leurs interlocuteurs. Car, même si les exigences de financements complexes donnent de l'importance aux relations verticales avec les collectivités ou l'État, la « coopération latérale » – chère à Jeremy Rifkin – s'y exerce et apprend à dépasser les bornes étroites auxquelles on l'assigne habituellement.



© Centsept



Avoir une place dans la société

Nos sociétés fragiles excluent beaucoup de gens. On pense particulièrement aux décrocheurs du monde scolaire. Comment leur faire retrouver une place dans la société ? **L'École de production automobile de Lens (Epal)** les forme aujourd'hui aux métiers de la maintenance automobile. Cette expérience associative destinée aux jeunes en très grande difficulté ne reproduit pas des modèles classiques et son fonctionnement innove sur tous les plans.

Unis-Cité développe, elle, son action à l'échelle nationale et s'adresse à un public plus large, mais avec le même objectif d'intégration. Il s'agit de donner à de jeunes volontaires au service civique une expérience sociale qui permettra aux plus privilégiés de comprendre ceux qui n'ont pas leur chance et aux autres d'acquérir une plus grande assurance dans la vie.

Par ailleurs, **ICI Marseille** et **ICI Montreuil** contribuent à l'intégration de professionnels, mais il s'agit cette fois d'artisans pouvant échanger des prestations ou se former autour de machines outils mises en commun.



© Centsept



Permettre de nouvelles aventures professionnelles

Intégrer suppose d'ouvrir la société à de nouvelles démarches et, en particulier, à celles tournées vers l'entrepreneuriat social. C'est le projet de **makesense**. Cette association créée par de jeunes diplômés avait l'objectif de promouvoir l'entrepreneuriat social. Elle mobilise aujourd'hui aussi bien des citoyens que des entrepreneurs ou de grandes organisations pour répondre aux enjeux sociaux et environnementaux du XXI^e siècle. Son levier : une plateforme Internet pour tous ceux qui veulent s'engager.

Ticket for Change affiche la même ambition : « activer les talents pour changer la société ». Cette structure innovante dans son organisation offre des formations aux créateurs d'entreprise.



Une autre manière d'aider les plus démunis

Le champ classique de la solidarité se transforme et apparaissent de nouvelles manières de faire et de nouveaux acteurs. Il y eut Coluche, dans la lignée de l'abbé Pierre.

Les Petites Cantines à Lyon ont inventé une autre manière de faire. Cette association crée des restaurants participatifs qui aident les personnes isolées à rencontrer d'autres gens et favorisent la vie de quartier. La salle de restaurant comprend une cuisine et la préparation des repas se fait en équipe sur la base du volontariat.



Animer des lieux

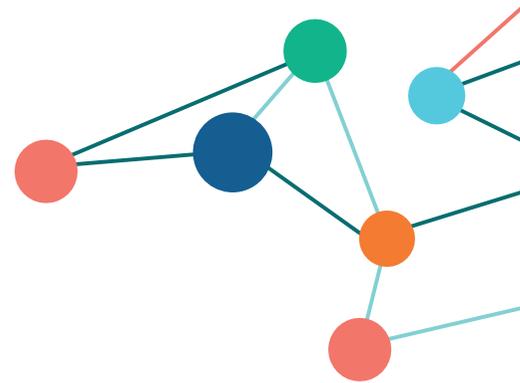
Nombre de friches industrielles, militaires, hospitalières... n'ont plus d'usage et leur valeur passée s'efface doucement dans le sépia et l'envahissement de la végétation. Pour les équipes qui en font le lieu d'une passion, il s'agit d'abord d'y faire venir les gens, d'en faire un lieu de rassemblement par une action qui s'inscrit dans la durée. C'est ce que fait l'association **Fort Recup** au fort d'Aubervilliers. Ceux qui ont créé cette structure n'avaient pas de vraies raisons de s'installer là, ce fut un coup de foudre. On y trouve maintenant un espace de coworking et des ateliers liés au développement durable urbain.

Le WIP a des objectifs un peu différents. Le collectif que cette association organise autour de la Grande Halle à Caen – vestige de la Société métallurgique de Normandie – veut intervenir dans les méthodes de réhabilitation du lieu et souhaite en préfigurer l'usage. Ce projet urbain à long terme est conduit suivant un dispositif très innovant.



Préfigurer les nouveaux usages

Faire vivre un lieu le temps d'une période bien délimitée tel est l'objectif de **Plateau Urbain** et une préoccupation pour beaucoup des « clients » de l'urbanisme transitoire. Ou comment occuper des lieux voués à une transformation en les rendant plus attractifs – donc en produisant de la valeur – et en leur donnant du sens. Pour Plateau Urbain, les bureaux provisoires et d'autres espaces installés dans des immeubles qui doivent être démolis s'organisent dans une répartition équilibrée – avec de nombreux artistes – et dans une gestion participative. Mais l'urbanisme provisoire va bien au-delà : il recouvre des objectifs et des manières de faire très différentes. Une autre exposition à faire, après celle de la Biennale de Venise...



LES ENTREPRENEURS DE SOLIDARITÉ

Imaginons un petit bonhomme qui pousse une énorme cloison à roulettes. Elle grince, il transpire. Quelques-uns le regardent. J'y reconnais un élu, un promoteur, un journaliste en mal de copie, un chercheur qui se gratte la tête et quelques usagers et usagères qui se demandent si l'espace libéré leur reviendra. On lui crie bravo, mais personne ne vient l'aider. Alors le petit bonhomme retrouve d'autres pousseurs de cloisons et ils vont pousser ensemble dans un espace où il n'y a que des cloisons.

Un épisode des Shadoks ? Juste une petite fable. Car on ne parle pas ici d'un grand principe politique ou d'un grand projet d'aménagement du territoire, mais de l'action quotidienne de ceux qui essaient de créer des lieux ou des dispositifs de solidarité, donc des espaces d'aide et de rencontre, des actions à base de coopération et des services qui facilitent la vie quotidienne. Et cela dans un monde urbain très morcelé : là où dominent les ménages d'une personne, où les familles monoparentales sont les plus nombreuses, où le « vivre ensemble » fait défaut ; là où on ne peut pas joindre les deux bouts, même si l'on ne se déplace pas en voiture ; là encore où la très petite entreprise se trouve totalement isolée dans des locaux qu'elle loue très cher.

Avec une action solidaire qui suscite le scepticisme, l'attentisme, la perplexité, malgré l'admiration et les aides publiques.

Et, du coup, les entrepreneurs de « solidarité » risquent de s'enfermer dans un monde



ALAIN BOURDIN
SOCIOLOGUE /
URBANISTE

spécialisé, codifié, avec des acteurs très professionnalisés, une clientèle délimitée : ce qui sera répertorié dans les ministères et les administrations locales comme le domaine de la solidarité et qui débouche sur quelque chose comme le *charity business*.

Dans une métropole, mon pousseur de cloisons finira par trouver des passants pour venir l'aider, mais là où il y a moins de monde cela n'a rien d'évident. Alors vient le risque d'usure. Combien de temps peut-on porter à bout de bras une initiative militante en restant soi-même dans une position précaire ?

Dans le scénario du passage de relais, on ne cherche pas à modifier le dispositif mais à renouveler les militants : les Restos du Cœur n'ont pas de raison de changer. Le scénario de la croissance consiste à construire et décliner un produit que l'on pourra dupliquer un peu partout. Il entraîne une professionnalisation des militants. Il peut également adopter la logique des start-up : « J'invente, je développe et je passe le relais à des grandes organisations (à commencer par les collectivités locales) qui exploiteront ; quant à moi, je mobilise mes forces pour inventer autre chose ».

Dans le scénario de l'évolution, on accompagne un processus, par exemple la création de lien social dans un quartier.

La posture est alors celle d'un groupe de professionnels intervenants. En cela, on se rapproche d'un scénario de l'animation que

**Décloisonner
la ville par
le développement
d'initiatives
de solidarité**





Les entrepreneurs de solidarité ne poussent pas des cloisons, ils remplissent des trous



l'on retrouve dans des actions créatrices de solidarité qui s'inscrivent dans le champ de l'urbanisme transitoire.

Bref, décroisonner la ville par le développement d'initiatives de solidarité, c'est d'abord admettre qu'il y a une diversité de manières de faire et de s'impliquer, et pas seulement celles qui ont été inventées par la solidarité caritative, aussi respectable soit-elle : cela va du militantisme classique de fin de journée et de fin de semaine à la création de son propre emploi – voire d'un nouveau métier – ou à celle d'entreprises. Ainsi se réjouit-on de voir le succès de l'incubateur d'économie sociale et solidaire à l'Essec ou des diplômés de Sciences Po – et de bien d'autres établissements – abandonner des carrières toutes tracées pour se lancer dans des démarches de création d'entreprises centrées sur des questions de solidarité.

« Inventer les modalités de l'action, inventer les services offerts » : je me méfie des grands discours, en général très creux, sur l'innovation sociale.

Les innovations sociétales, qui concernent l'organisation des grands ensembles sociaux (par exemple, l'instauration de la protection sociale) ou les innovations sociales – celles que l'on constate dans les pratiques quotidiennes (par exemple dans la manière de vivre en couple ou les relations de travail) – ne sont presque jamais le fait d'un entrepreneur d'innovation. Elles découlent de processus lents et complexes qui mobilisent des rapports de forces, des idéologies, des évolutions de mentalités, etc.

Et les innovations technologiques réussissent quand elles répondent à un besoin ressenti ou permettent de développer des fonctions existantes : l'ordinateur n'aurait peut-être jamais été inventé s'il n'avait pas servi à faire beaucoup plus vite et mieux ce que l'on faisait déjà, en particulier dans le domaine militaire.

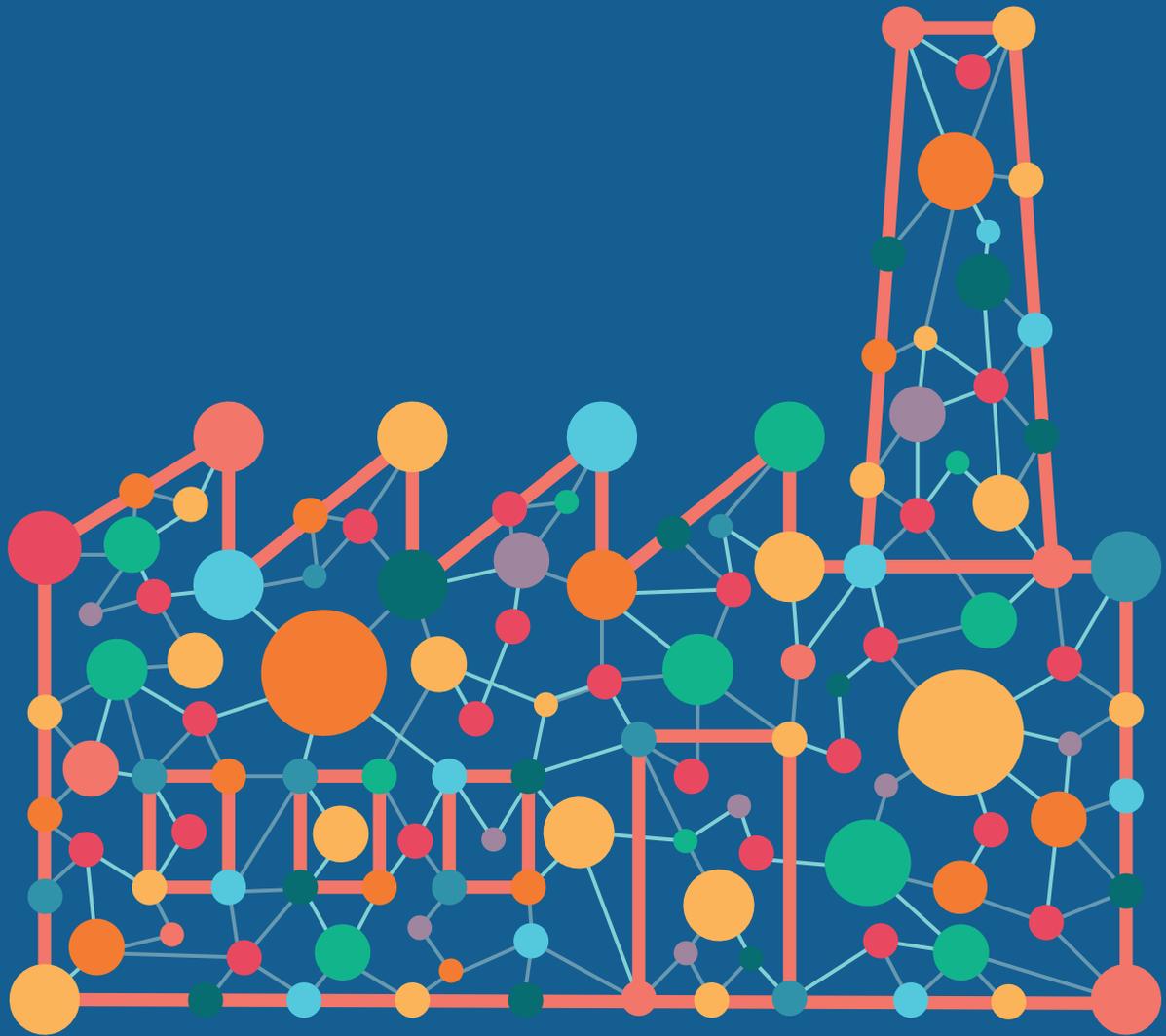
On ne découvre qu'ensuite, et c'est bien l'intérêt des start-up avec le numérique, ce que ce renforcement de l'existant permet de faire

en plus. On peut alors craindre que le risque présenté par l'intelligence artificielle (IA) soit moins sa prise de pouvoir que sa capacité à nous enfermer dans ce que nous sommes déjà.

Je crois donc que les innovateurs sociaux n'existent pas vraiment. En revanche, il y a des « traducteurs de l'innovation » en services, en organisations, en initiatives diverses. Les entrepreneurs de solidarité se trouvent dans cette catégorie, à moins que ce qu'ils font n'ait que l'apparence de l'innovation, simplement parce qu'ils réalisent enfin une idée ou un projet qui était « sur la table » depuis belle lurette.

Les entrepreneurs de solidarité ne poussent pas des cloisons, ils remplissent des trous, ceux que les faiblesses de l'organisation sociale, des politiques publiques, de l'initiative, ou encore la logique du système économique et politique ont créé entre les individus, les groupes, les lieux, les territoires et finalement entre l'individu et la société.

En les voyant opérer, on les voit plus « modernes » qu'innovants et c'est ce qui fait leur force. ♦



LES NOUVEAUX ACTEURS DE LA SCÈNE URBAINE

Bien que la technologie rende accessibles à distance de plus en plus de services et d'usages, la ville dense reste envers et contre tout le modèle dominant. L'étude récente « Comment les Français réinventent-ils la ville ? » montre cependant le fossé qui existe entre les arguments favorables à la concentration urbaine et les attentes des citoyens*. Ainsi, selon cette enquête, près de 60 % des « habitants des villes-centres » de Paris et des 16 autres métropoles aimeraient « vivre ailleurs » s'ils en avaient la possibilité : « Seuls deux Français sur dix souhaitent vivre dans une grande ville ou à sa périphérie » ! Est-ce par manque d'espaces disponibles pour des projets peu ou pas lucratifs, ou par envie de nature ? Sans doute un peu les deux, si l'on constate le succès de certaines occupations temporaires de friches en attente d'aménagement et de construction dans un contexte de pression foncière. La reconquête de ces terrains par des opérateurs publics ou privés autorise des occupations éphémères dont le montage est devenu, en quelques années, le cœur de métier de nouveaux acteurs associatifs.

Ces porteurs de projets temporaires, pionniers en la matière, possèdent un véritable savoir-faire pour valoriser et sécuriser des sites à l'abandon en sous-louant, à des entreprises, des artisans, des artistes, des jardiniers..., de petites surfaces à des prix inférieurs au marché. Ces lieux alternatifs redonnent peu à peu vie à des îlots, à des quartiers peu animés, voire en déshérence. On y expérimente de nouveaux liens, on y développe des solidarités. Ces occupations bien gérées permettent également de maintenir lesdits lieux en bon état. Ces nouveaux usages peuvent modifier aussi le projet urbain prévu ; on parlera alors d'« urbanisme transitoire ».

* Bruno Marzloff et Philippe Moatti, 1^{re} vague octobre 2017, Observatoire des usages émergents de la ville.

La friche, antichambre de l'écoquartier

La maternité Saint-Vincent-de-Paul à Paris et la caserne Niel à Bordeaux, devenues des friches, ont changé de nom et de destination. Malgré leurs grandes superficies et leurs moyens limités, « Les Grands Voisins » et « Darwin » sont tous deux synonymes de solidarité et d'audace.

LES GRANDS VOISINS ~ PARIS Un monde à part

Baptisée « **Les Grands Voisins** », l'occupation éphémère de la friche hospitalière Saint-Vincent-de-Paul – 3,4 ha dans le 14^e arrondissement de Paris – connaît un succès certain à partir de 2015 et incarne, depuis, l'urbanisme transitoire orchestré ici par les associations Aurore, Yes We Camp et Plateau Urbain*.

En 2017, la Ville décide de prolonger pour deux ans et demi cette expérience d'un genre nouveau sur un territoire plus réduit et amorce la réalisation d'un écoquartier qui doit s'achever en 2023. Les travaux de démolition sont donc en cours alors que le site reste en partie occupé jusqu'en 2020. Ce projet ambitieux, aménagé par la société publique locale Paris & Métropole Aménagement, entend conserver l'esprit créatif d'origine des Grands Voisins en confiant notamment le socle commercial à un seul et même opérateur et gestionnaire. Celui-ci conservera certains projets en pratiquant des loyers modérés. La variété des fonctions, la cohabitation de groupes sociaux différents, la lutte contre l'exclusion et l'isolement – le nombre de places d'hébergement a été réduit – ainsi que l'ouverture sur l'extérieur demeurent les principes affichés. L'innovation urbaine prend ici la forme d'un écosystème, entre inclusion sociale et créativité, au bénéfice de tout le quartier qui vit une nouvelle ère. Ainsi, le futur écoquartier qui remplacera Les Grands Voisins abritera des biens communs avec espaces partagés, activités et services collectifs. La programmation est majoritairement résidentielle : 600 logements sur 70 % de la surface dont la moitié en logements sociaux. Bailleurs et promoteurs y testeront de nouvelles formes d'habitat, dont un projet de coopérative de logements sociaux destiné à 90 familles.

* Cette association a été lauréate du *French Impact* en 2018.



© Elena Manente / Yeswecamp



© Elena Manente / Yeswecamp



© Sébastien Ortola / REA

DARWIN ~ BORDEAUX Lieu incontournable

Darwin ressemble moins à un projet temporaire qu'à un mode de fabrication de la ville. Ce projet privé consiste en une occupation dynamique et durable qui relève d'un libéralisme « solidaire ». L'installation de l'écosystème Darwin symbolise aussi une réussite entrepreneuriale, liée à une forme rentable d'économie sociale et solidaire. Sur près de 20 000 m² de bâtiments écorénovés d'une ancienne caserne militaire, se déploie une programmation mixte : bureaux partagés, commerces responsables, bistrot, piste de skate, ferme urbaine, etc. Conçu et développé par le groupe bordelais Évolution, le projet a été largement soutenu par la Ville qui avait pourtant coupé les subventions de bon nombre d'associations. « Laboratoire de transition et de développement d'alternatives citoyennes et solidaires », Darwin, devenu lieu incontournable de la ville, profite de la transformation et du réveil de la rive droite de la Garonne et y contribue. Aujourd'hui, Évolution n'accepte pas aisément de restituer certains des terrains prêtés par la municipalité pour que le programme limitrophe de la ZAC Bastide-Niel, prévu par la Ville, puisse se réaliser. Le projet comportera, entre autres, des logements et une voie publique.



© Rémi Bedore/Darwin Ecosystème

À la découverte de sites **ignorés**

LE FORT D'AUBERVILLIERS Futur écoquartier

Le **fort d'Aubervilliers**, ancienne fortification de Paris qui remonte à 1843, est un des rares vestiges de la ceinture de Thiers. En vue de préfigurer l'écoquartier programmé sur le site, Grand Paris Aménagement et la ville d'Aubervilliers ont souhaité promouvoir une démarche d'urbanisme transitoire. Ainsi certaines casemates ont déjà accueilli des activités artisanales et créatives. On y trouve, en vrac : l'association Fort Recup – fondée par Dom Tappy et Thomas Winkel – qui anime un espace communautaire de travail partagé et lance un projet d'agriculture urbaine ; les architectes de l'association Collectif Parenthèse et l'atelier d'urbanisme Approche.s ! Certains proposent, par exemple, des animations pour les enfants du quartier.

En réinvestissant également deux grandes halles historiques, Grand Paris Aménagement confirme sa volonté de faire revivre les lieux, dans un décor imaginé par le réseau « Depuis 1920 », des artisans multidisciplinaires qui réalisent des constructions où domine le bois. L'association Villes des musiques du monde a concocté une programmation musicale ambitieuse axée sur les pratiques amateurs. Fermé pour l'heure, le fort doit s'ouvrir au public au printemps 2019.

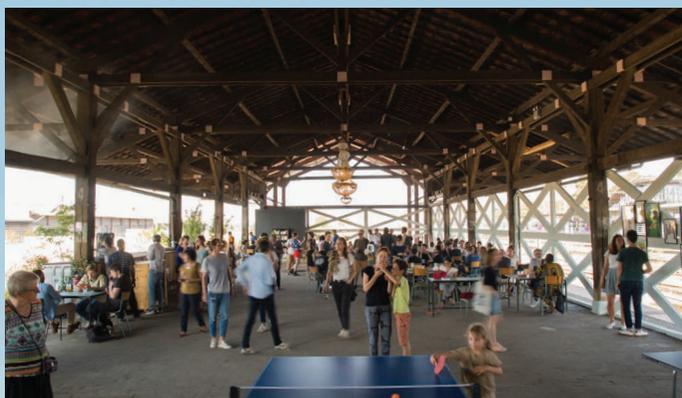


© Fort Recup

Refermés sur eux-mêmes dans leurs vies antérieures, le Fort d'Aubervilliers et la gare de Pantin se sont ouverts et jouent la carte de l'occupation éphémère. Après des essais réussis, ils vont accueillir le public pour des festivités et se transformeront finalement en écoquartiers.



© Philippe Guignard / Air Images



LA CITÉ FERTILE ~ PANTIN Mégafriche culturelle

Toujours au nord de Paris, à Pantin, la **Cité Fertile**, installée dans une ancienne gare de marchandises encore en activité et « mise à disposition », s'inscrit dans la démarche intitulée « Urbanisme transitoire by SNCF Immobilier ».

Confiée à l'agence Sinny&Ooko, elle va connaître, trois ans encore, d'importantes mutations. Dans cet espace de 10 000 m², un double objectif : investir les lieux dans un climat festif en prévision des aménagements du futur écoquartier et créer un lieu alternatif d'incubation et de création.

Ce sera à terme la plus grande friche culturelle d'Île-de-France. Elle compte par ailleurs 200 espèces de plantes et une microbrasserie locale... Le projet peut-il devenir durable ? On lui souhaite en tout cas longue vie.



Réinsuffler l'esprit d'entreprise

À Lille et à Pantin, deux sites aux échelles très différentes sortent peu à peu de l'oubli sous l'impulsion des municipalités et des opérateurs privés. Premier objectif : héberger des activités professionnelles transitoires et faire revivre coûte que coûte des quartiers en attente d'une dynamique.

LA CITÉ DE L'ÉCOHABITER PANTIN Pôle d'excellence

Comment réintroduire de nouvelles activités dans un quartier déserté ? À Pantin, le long du cimetière bordé de murs en pierre et de marronniers taillés, la halle Papin, ou future « Cité de l'ÉcoHabiter », est en train de se transformer en pôle d'excellence dédié à l'économie verte et à l'écoconstruction.

Cette ancienne usine de pneus et d'outillages mécaniques a été vendue à l'aménageur Est Ensemble Grand Paris qui a confié la réhabilitation du site à la RIVP (Régie immobilière de la ville de Paris). Elle sera en partie démolie au profit d'un hôtel d'entreprises du bâtiment, le programme ne conservant que la halle d'origine. Ce pôle d'activité de 5 000 m², confié aux architectes de l'agence Block, devrait être livré en 2021. Auparavant, et trois ans durant, environ 80 artisans, PME ou artistes résidents ont obtenu des loyers compétitifs grâce à une convention d'occupation qui liait Est Ensemble Grand Paris, la RIVP et l'association culturelle Soukmachines.

Spécialisée dans la reconversion de sites inoccupés en faveur de jeunes entreprises et artisans, cette dernière s'inscrit dans une démarche d'économie sociale et solidaire. Au cœur des quartiers en désertion qui, comme ce site, manquent cruellement d'espaces publics, elle organise diverses activités créatives, propose spectacles, concerts et ateliers gratuits.

À l'extérieur de la halle, l'association a ainsi organisé, à la belle saison, des festivités qui ont fait se déplacer les Pantinois. Cette période transitoire aura par ailleurs permis la sécurisation du site, la conservation et une réfection minimale des bâtiments (inondés à l'arrivée de Soukmachines).



© Adrien Penpenic/La Halle Pantin



© Luc de Lagontrie/La Halle Papin



FIVES CAIL BABCOCK ~ LILLE Renaissance d'une friche

L'usine **Fives Cail Babcock**, à Lille, est un symbole de l'ère industrielle, un site de génie civil et de construction métallique. C'est là que des centaines d'ouvriers ont participé, entre autres, à la construction du tunnel sous la Manche, à la fabrication des ascenseurs de la tour Eiffel ou des rames du métro lillois. Aujourd'hui, cette friche de 25 ha s'apprête à renaître : déjà en plein boom, le projet urbain Fives Cail, confié à la SAEM Soreli et conçu par les architectes-urbanistes de l'AUC, bénéficie de fonds européens.

Comme pour la Cité de l'ÉcoHabiter, la municipalité donne ici l'impulsion puis les usagers prennent le relais. Cette restructuration ambitieuse, entièrement dédiée à la gastronomie, conserve les structures industrielles. Elle accueille depuis fin 2016 le lycée hôtelier international qui, à la suite d'une réhabilitation-extension lourde, occupe en partie l'ancienne usine sidérurgique. Deux autres halles abriteront bientôt le food court – une grande terrasse partagée par une quinzaine de restaurateurs –, une cuisine commune aux associations et aux écoles et enfin une serre agricole de 150 m². Une troisième halle accueillera l'atelier de fabrication de Méert, le fameux pâtissier lillois.

Dans l'attente de locaux, la cuisine commune a ouvert fin 2017 en plein air, sous le nom de L'Avant-Goût. On peut déjà y suivre des ateliers culinaires et découvrir la serre urbaine provisoire. Ainsi, un véritable quartier existe déjà qui comprendra d'ici 2020 quelque 1 200 logements, un parc de 3,5 ha, le tiers-lieu La Loco et la nouvelle Bourse du travail, avec huit syndicats au lieu de cinq, un bel hommage au passé de l'usine.



Des établissements privés s'ouvrent sur la ville

Dédiés à la formation et à la recherche, le LabCity, à Paris-Saclay, et l'UCLy, à Lyon-Perrache, jouent parfaitement la carte de la transparence. La rue diagonale qui parcourt le LabCity et la vitrine accueillante de l'UCLy, accessibles au public, dévoilent le cœur de ces pôles d'excellence.

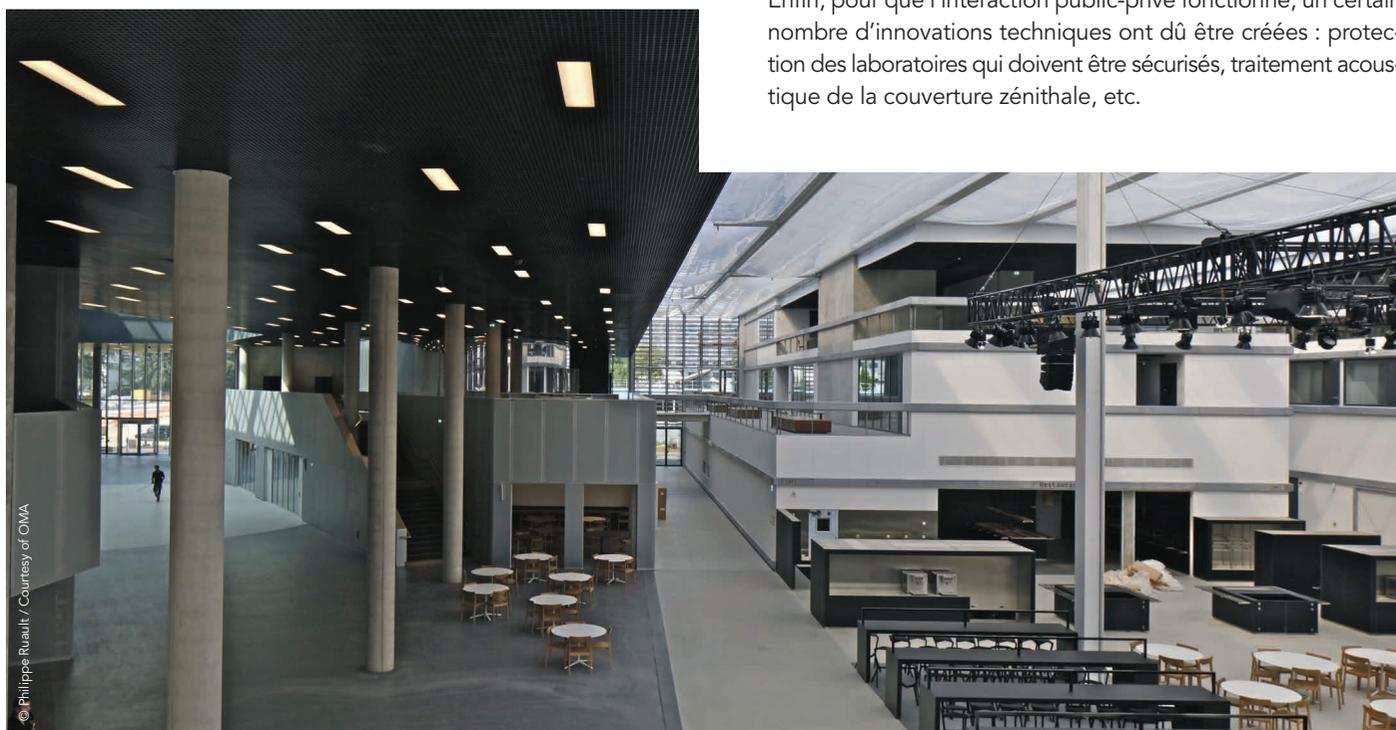


CENTRALESUPÉLEC PARIS-SACLAY Une école ouverte

Sur le plateau de l'université Paris-Saclay, le nouveau bâtiment baptisé « LabCity » du campus **CentraleSupélec** ressemble à une petite cité sous cloche, à l'abri des chantiers voisins. Ce duo de grandes écoles – Centrale Paris et Supélec – récemment constitué a choisi un concours à la fois architectural et urbanistique dont le cahier des charges est fondé sur l'échange et l'ouverture.

Le projet LabCity de l'agence hollandaise OMA a séduit le jury par son côté inédit et sa perméabilité avec le quartier universitaire. Pour accéder à la future station de métro, à 300 m du site, la rue centrale du bâtiment octroie aux riverains un passage couvert pendant la journée. En empruntant cette diagonale, les passants traversent l'univers CentraleSupélec. Dans ce gigantesque espace lumineux, ponctué de terrasses d'altitudes différentes, cohabitent salles d'enseignement, bureaux, laboratoires de recherche, un auditorium, une bibliothèque et un restaurant universitaire.

Enfin, pour que l'interaction public-privé fonctionne, un certain nombre d'innovations techniques ont dû être créées : protection des laboratoires qui doivent être sécurisés, traitement acoustique de la couverture zénithale, etc.

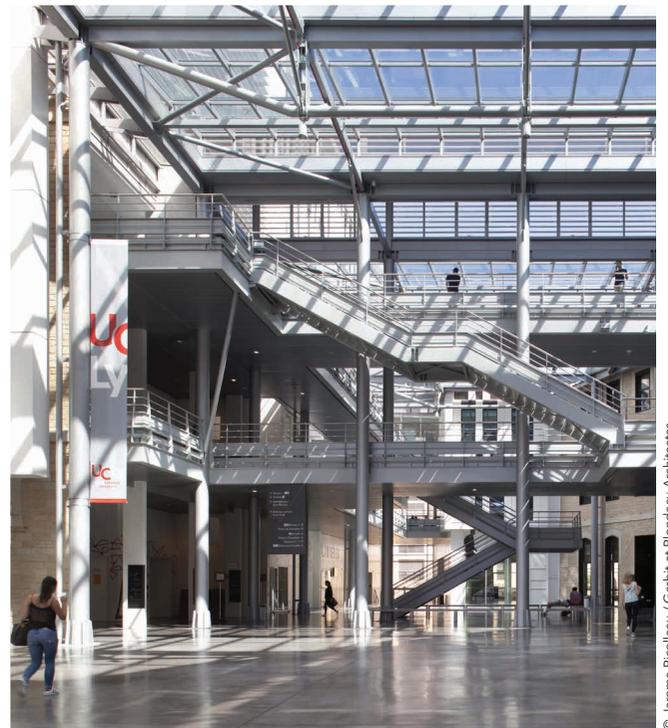




L'UCLy ~ LYON-PERRACHE Tout en transparence

Au cœur de la Presqu'île, l'**Institut catholique de Lyon**, ou **UCLy**, est une opération d'un genre inédit sur un hectare de superficie. L'université a investi le site de l'ancienne prison Saint-Paul, conçue en 1865 par l'architecte Antonin Louvier à partir d'un plan panoptique et fermée depuis 2009 pour cause d'insalubrité. Alors que sa destruction était annoncée, des associations du patrimoine ont réussi à la sauvegarder et un concours a été lancé en 2010 pour un programme de 35 000 m², avec l'aval de l'urbaniste Thierry Roche et de l'architecte en chef des Monuments historiques Frédéric Didier. Le projet retenu a radicalement inversé l'identité des lieux : l'atrium devient une vitrine que l'on découvre dès la sortie de la gare de Perrache. Il a aussi contribué à définir la nouvelle image d'ouverture propre à la réhabilitation de la Confluence.

Après avoir « coiffé » l'édifice d'origine, organisé en étoile à partir d'une tour centrale de guet, les architectes Garbit et Blondeau, conservant 40 % des anciens bâtiments en pierre, l'ont recouvert d'une boîte vitrée dont les toits émergent à peine et ceinturé l'îlot de grands blocs. En 2015, quelque 6 000 étudiants ont investi les lieux qui comptent des amphithéâtres, une école de commerce (l'Esdes), une faculté de droit, des locaux de formation continue, un pôle informatique, un pôle de langues, des locaux d'enseignement, d'exposition, une cafétéria, des salles de sport... Une pépinière d'associations de 200 m² y a aussi trouvé sa place.



Valoriser un intérêt renouvelé pour les commerces de proximité

L'amplification du e-commerce et l'épuisement des chaînes franchisées appellent aujourd'hui à un ressourcement des bassins de vie désertés. Le commerce de proximité, doté de nouvelles missions inspirées des tiers-lieux, trouve un second souffle auprès de consommateurs en quête de liens et d'expériences authentiques.

PARC AGRI-FOODING FICO BOLOGNE (ITALIE) Temple de la gastronomie

Depuis fin 2017, le projet de conversion territoriale participative « Fico Eatly World » crée une culture environnementale d'excellence autour de la biodiversité italienne. Ce véritable temple d'agri-fooding rassemble, sur 100 000 m², des ateliers de travail collectif, des centres de congrès, trois universités, des usines, des fermes, des magasins et des restaurants régionaux.

Entre innovation et communion, le parc allie « tradition locale, gastronomie et expertise », mobilise les synergies collectives entre ses acteurs, la population locale et les visiteurs, et intensifie toute la vie et l'économie du territoire. Fico prône le « faire en commun » comme précondition à la naissance d'une communauté qui s'engage à partager des comportements éthiques et environnementaux.



© Fico Eatly World



© Fico Eatly World



MESVOISINS ~ FRANCE Des habitants connectés

Stimulant la création de liens, l'échange et la confiance, l'entraide de voisinage est le premier pas de l'économie locale tout en favorisant la convivialité et l'inclusion. Née d'une première initiative très réussie à Berlin, la déjà très médiatisée plateforme www.mesvoisins.fr est arrivée en France en 2017 et connecte les habitants de chaque quartier pour le partage de bons plans, de coups de main et plus si affinités.



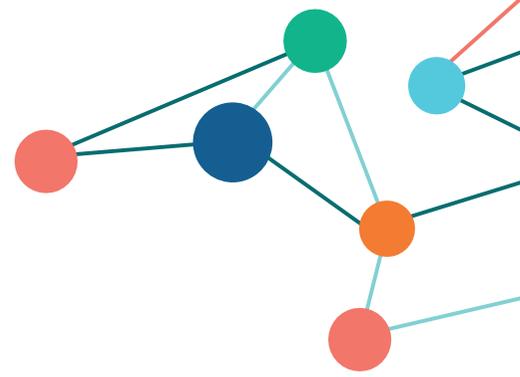
© MadeinVote

MADEINVOTE ~ FRANCE La parole aux riverains

Constatant des inadéquations entre les besoins des habitants et l'arrivée de certaines enseignes, le site madeinvote.com valorise la coconstruction de la vie de quartier. Cette plateforme invite les riverains à prendre la parole pour exprimer leurs préférences et élire leurs commerces de proximité. Sur le site en ligne, ils peuvent en quelques clics voter pour leurs projets préférés et indiquer une localisation idéale. Ceci permet tout à la fois de « customiser » son quartier, de prendre part à la vie collective quotidienne, mais aussi de favoriser la prise de conscience sur la vulnérabilité des commerçants et le risque de désertification massif des centralités urbaines avec l'explosion du commerce en ligne.



Source : PeclersParis



L'ÉCONOMIE **SOCIALE ET SOLIDAIRE** ET L'URBANISME TEMPORAIRE : DES PISTES POUR L'AVENIR

Face à la seule logique du marché et à l'élimination des structures collectives, dans une société où le pouvoir d'achat ne progresse plus, où les inégalités s'accroissent et où la classe moyenne vit dans la peur du déclassement, l'économie sociale et solidaire constitue une alternative pour nombre de jeunes, souvent très diplômés, qui cherchent à donner du sens à leur vie et à changer le monde à travers des projets parfois modestes, mais concrets et efficaces. Leur envie d'entreprendre et de faire (les « makers ») s'appuie sur un engagement citoyen et un désir de partage, mais ne repose pas que sur le bénévolat. À la différence d'actions purement philanthropiques, ils cherchent un modèle économique viable et pérenne. Les outils numériques et le développement de l'économie collaborative leur servent à créer des communautés d'usage locales et à travailler en réseaux. Dans certains cas,



**CHRISTIAN
DEVILLERS**

ARCHITECTE /
URBANISTE

ils peuvent être des « accélérateurs de territoire ». Cette dimension entrepreneuriale pose d'ailleurs la question de la limite entre l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'économie marchande (Amap versus Uber) mais elle montre aussi que l'ESS peut être un modèle pour l'économie de demain.

Parmi les nombreux champs d'action de l'ESS, l'urbanisme transitoire offre un modèle vertueux qui crée de la valeur humaine et sociétale et résout des problèmes auxquels les villes, aménageurs et urbanistes ne savent pas bien répondre. En gérant une friche pendant la durée de son réaménagement ou en occupant des rez-de-chaussée vacants jusqu'à ce qu'un commerce durable puisse s'y installer, les porteurs de projets temporaires installent la vie avant son occupation définitive. Ils proposent de l'hébergement d'urgence,

*L'urbanisme
transitoire
offre un modèle
vertueux qui
crée de la valeur
humaine
et sociétale*





de la réinsertion, des locaux pour des jeunes entreprises ou pour des artistes, associent les habitants à l'élaboration du projet et leur permettent de s'approprier le site.

Quand on connaît l'extrême difficulté de construire une ville vivante et qui offre toutes ces dimensions – ce que le XX^e siècle n'a pas su faire – on se dit que cet urbanisme « temporaire » pourrait être un modèle. Sa dimension temporelle est fondamentale. Nous disons depuis longtemps que le projet urbain doit porter à la fois sur l'espace et le temps mais nous n'arrivons pas à le faire faute d'acteurs efficaces dans ce domaine.

On a enfin des gens qui gèrent le « temporaire », « le temps intermédiaire » entre le projet et sa réalisation finale parfois très lointaine (et aussi l'usage temporaire des rez-de-chaussée... – voire même de tous les bâtiments – désormais réversibles !). Le renouvellement urbain est la loi éternelle de la ville : démolition partielle, reconstruction (substitution à

Cet urbanisme « temporaire » pourrait être un modèle pour l'urbanisme



faut l'accompagner d'un soutien social et économique : c'est le rôle de l'économie coopérative, collaborative et solidaire. C'est aussi celui de l'économie circulaire (les ressources circulent et ne sont pas détruites).

C'est la gestion responsable du processus temporel que ces jeunes entreprises préfigurent : l'avenir est dans le squat ! ♦

différentes échelles et éléments de permanence)... C'est l'équivalent de la « destruction créatrice » de Joseph Schumpeter, laquelle doit être accompagnée d'un soutien social (formation, allocation chômage...).

La destruction créatrice de la ville c'est sa capacité permanente de développement, de modernisation et d'innovation. C'est la clé de sa résilience et pour que cela marche il



LES BÉNÉFICES DE L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE

À la base des programmes d'économie collaborative : l'entraide. Elle a inspiré la création de lieux de rencontres, comme des restaurants solidaires. Devenus tiers-lieux, ils se conjuguent, au fil du temps, avec des activités culturelles. L'économie collaborative favorise également la création entrepreneuriale et de très petites et petites entreprises peuvent trouver là leur clientèle.

Avec la construction ou la réhabilitation d'immeubles dédiés à des programmes collaboratifs sont apparues des formes inédites de vie en société : le coliving, hébergement d'un nouveau type, très prisé des étudiants et des jeunes actifs, qui offre des espaces communs généreux et de nombreux services, l'espace privé restant minimal. De nouveaux acteurs se partagent des lieux parfois insolites : anciennes usines ou entrepôts désaffectés constituent en effet des volumes inespérés pour certaines activités de type concert, événementiel, coworking... De même, des parkings deviennent le terrain fertile de cultures maraîchères.

Cette récente économie, portée par le formidable essor des applications numériques et des plateformes collaboratives, a fait apparaître des professions qui favorisent les liens sociaux : « concierges » en charge d'une hôtellerie provisoire (Airbnb), community managers, gérants d'immeubles de coliving, etc., et quelques profils plus rares, comme les facilitateurs urbains – gestionnaires de l'occupation de friches de très grande échelle – ou les responsables de la reconversion et du fonctionnement de lieux délaissés et porteurs d'histoire, à l'exemple de l'hôtel Pasteur, à Rennes. Ouvert il y a cinq ans, l'occupation, subventionnée, de cet ancien palais des sciences est un succès en la matière. Il accueille gratuitement divers usagers qui s'engagent à participer activement à sa transformation.

Restauration de quartier

Dans ces deux lieux, on prend des repas en consommant des aliments bio ou en circuit court. Aux Petites Cantines, à Lyon, on participe aux tâches, aux frais, on fait des nouvelles rencontres. À la Coopérative Baraka, à Roubaix, on peut aussi suivre des ateliers, se réunir, travailler en *coworking*...



© tekoaphotos / Les Petites Cantines



© Laurence Danière / Les Petites Cantines



© Claire Payen / Les Petites Cantines

LES PETITES CANTINES ~ LYON

Le sens de l'accueil

De plus en plus de restaurants s'inscrivent dans des circuits de production ou de préparation d'une alimentation plus saine, tout en élaborant des repas à moindre coût. Comment peuvent-ils contribuer aux liens sociaux ? C'est une mission qu'a menée avec succès l'association **Les Petites Cantines** en créant un restaurant participatif de quartier, d'abord à Lyon-Vaise, puis dans d'autres quartiers de Lyon, et très récemment à Lille et à Annecy.

Les filières favorisent le bio et s'appuient aussi sur des réseaux locaux et de récupération de denrées. En créant ce modèle d'organisation, le réseau Les Petites Cantines établit des liens au-delà des frontières sociales et générationnelles. Le prix des repas est libre et les convives participent à la vie du quartier. La bonne marche du système repose avant tout sur un « maître de maison » qui se charge de présenter les uns aux autres et « casse » ainsi les habitudes, en évitant la formation de groupes.

À l'origine de ces lieux « positifs », des personnalités forcément très engagées : Diane Dupré la Tour et Étienne Thouvenot.



LA COOPÉRATIVE BARAKA ROUBAIX Fabrique de biens communs

Autre espace de convivialité, la **Coopérative Baraka**, à Roubaix, dans les Hauts-de-France, s'apparente plus à un restaurant classique. On y propose des aliments biologiques et des produits issus des filières locales. On y trouve des ateliers divers, dont un potager-école sur la terrasse, et on y loue des espaces de réunion ou de travail. Ce restaurant « tiers-lieu », qui emploie du personnel en insertion, se présente comme une « fabrique de biens communs ». Cet immeuble original en bois, conçu de façon écologique par l'architecte Matthieu Marty, a cinq ans. À l'origine de ce projet de coopérative, deux militants : Vincent Boutry et Pierre Wolf. Ce dernier, concepteur et gestionnaire de l'opération, a mené l'aventure avec un noyau dur d'une vingtaine de sociétaires.

Grands bâtis pour nouvelles activités

À Caen, dans une ancienne halle industrielle, des entreprises, des artistes et des événements vont investir les lieux à une toute autre échelle ; à Paris, un parking souterrain est devenu une ferme où l'on cultive champignons, endives et micropousses. Des expériences originales qui en inspireront d'autres.



© Corinne Rozotte / Divergence

LA CAVERNE ~ PARIS Plantations en sous-sol

Récemment, **La Caverne** a rejoint les innovateurs en matière d'agriculture urbaine, que ce soit sur les toits ou dans les friches. En investissant les sous-sols, cette société, créée à l'initiative de Théo Champagnat, produit, sous des éclairages LED, de nombreuses variétés en culture biologique : champignons de Paris, pleurotes, shiitakés, endives et micropousses.

Cette ferme souterraine occupe, dans le 18^e arrondissement de Paris, un parking désaffecté de plus de 8 000 m² qui servait auparavant de territoire aux dealers locaux. Son implantation permet de livrer, à vélo et en véhicule électrique, ses productions à des commerces et des restaurants locaux, et ce, souvent le jour même de la récolte. C'est sur place, au pied des HLM et une fois par mois, que La Caverne fait le don de ses cultures aux habitants du quartier. Ce concept d'agriculture souterraine mérite un bel avenir tant la valorisation d'espaces désaffectés, le développement d'emplois agricoles en pleine ville et la qualité des produits apportent une réponse aux grands principes de l'économie circulaire.



© Corinne Rozotte / Divergence



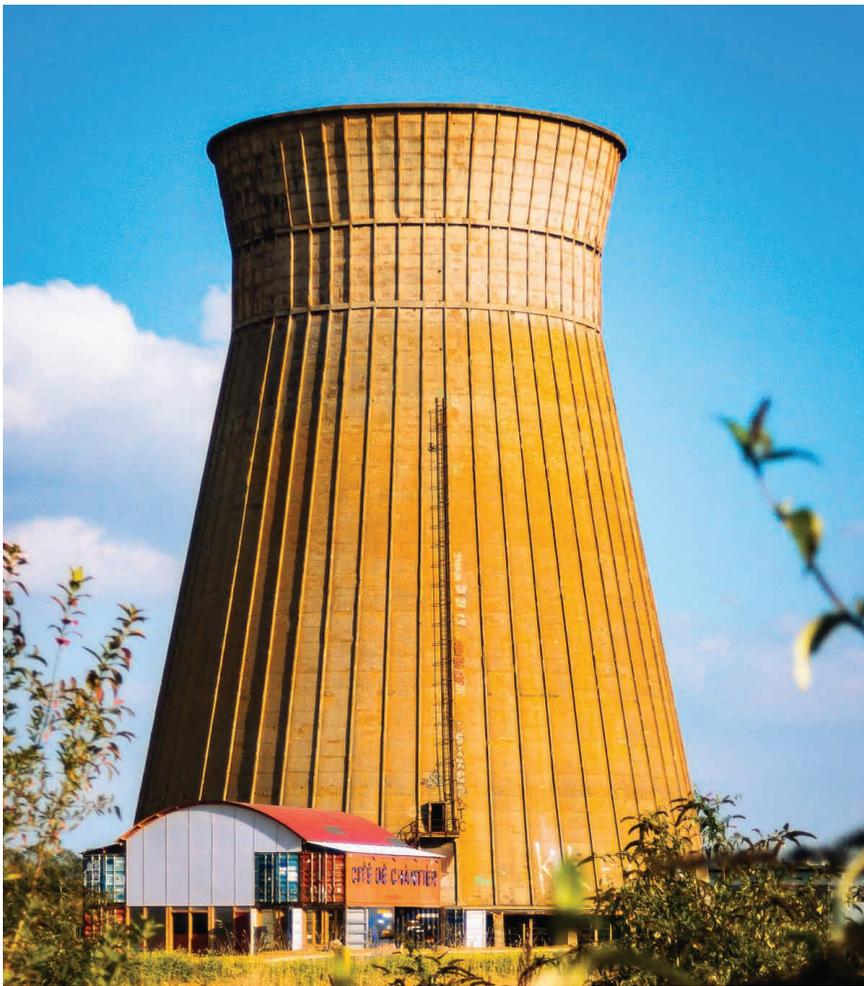
© Corinne Rozotte / Divergence

LA GRANDE HALLE CAEN Un joyeux pêle-mêle

De la gigantesque Société métallurgique de Normandie (SMN), dont les hauts-fourneaux se sont implantés en 1917 sur le plateau de Colombelles au nord-est de l'agglomération de Caen, il ne reste qu'un vertigineux silo, ou « réfrigérant », et l'atelier électrique. Cette **grande halle** en béton à double nef – aujourd'hui une carcasse – va devenir un lieu de travail et de culture innovant en même temps qu'un creuset d'économie collaborative. Le projet de l'agence d'architecture Encore Heureux accueillera bientôt pêle-mêle des entreprises, des artistes, des services, des espaces de loisirs et des événements grand public. Le chantier a commencé en 2018.

Deux ans plus tôt, à proximité, le collectif ETC avait réalisé la base-vie du chantier, baptisée « Cité de chantier » – à partir de containers et de matériaux de réemploi, soit 32 menuiseries extérieures, 40 radiateurs, 20 sanitaires, 500 m² de laine de roche et 500 m de chemin de câble. La méthode de construction choisie sera reprise pour réhabiliter la grande halle. Cet édifice de 250 m² destiné aux ouvriers accueille déjà, depuis sa livraison, quelques utilisateurs de la future halle.

L'association Le WIP – pour « work in progress » – a été créée par Pauline Cescau et Ophélie Deyrolle pour imaginer et gérer le lieu dès l'automne 2019. Grâce à elle, la Cité de chantier offre aujourd'hui à dix résidents un espace de coworking et accueille régulièrement des événements culturels. Cette forme de préfiguration à échelle réduite sera prolongée jusqu'à l'ouverture de l'équipement.



© Alexandre Andraud / WIP



© Encore Heureux

Vivre avec les autres en **préservant** son **pré carré**



© iStock



L'APPLI ENTRE VOISINS Réseau de proximité

Le concept de conciergerie tend à se développer autour de services d'intendance des espaces privés et collectifs mais pas exclusivement. Les conciergeries 2.0 offrent dorénavant la possibilité d'appartenir à un réseau conçu à l'échelle locale autour de la vie d'un bâtiment et d'un quartier. Ainsi, l'application **Entre Voisins** permet à ses adhérents de rejoindre un groupe de personnes vivant dans la même résidence et de mieux se connaître. On peut également partager des informations d'ordre courant sur son appartement, sa résidence ou son quartier. Il s'agit bien d'un réseau social de proximité avec une messagerie privée, une page dédiée aux petites annonces, aux événements et à la gestion des espaces collectifs.

Développée par Bouygues Immobilier, cette application va être étendue partout en France sur son offre de logements.

Pour profiter au mieux des joies du voisinage, deux solutions s'offrent à vous : avoir un petit chez-soi mais partager tout le reste, comme à l'Old Oak à Londres, ou aux Flatmates à Ivry-sur-Seine. Autre façon d'échanger : communiquer via Entre Voisins, l'appli numérique qui relie les résidents d'un même immeuble, testée à Lille et déployée en France.



© Wilmotte et Associés/ Station F

FLATMATES ~ IVRY-SUR-SEINE Coliving mode station F

À Ivry-sur-Seine, les trois tours **Flatmates** imaginées par l'architecte Jean-Michel Wilmotte sont construites et gérées par la Station F. Ce programme quasi hôtelier de coliving est destiné aux membres du fameux incubateur numérique et leurs salariés, et donc à de jeunes actifs. Il compte 100 appartements meublés avec six chambres individuelles, trois salles de bains et un salon-cuisine à partager. Dans leur forfait mensuel de 400 euros tout compris, les 600 résidents bénéficient de services : fitness, spa, café-épicerie, ménage, événements le soir... Afin de créer un climat plus convivial, la répartition des nouveaux arrivants s'opère à l'aide d'un algorithme mis au point par la start-up Whoomies. Objectif : tenir compte aussi des compatibilités de caractères, des affinités dans les habitudes alimentaires, etc.

L'IMMEUBLE OLD OAK ~ LONDRES

Coliving mode outre-Manche

Il est de plus en plus difficile de se loger dans les grandes villes : les prix sont souvent inabordables, les conditions difficiles et la crise du logement pousse parfois étudiants ou jeunes actifs à des compromis. À Londres, le projet **Old Oak**, lancé par The Collective, existe depuis mai 2016. Il propose une alternative aux espaces individuels étiqués des résidences étudiantes classiques.

Cet établissement d'un genre nouveau ressemble plus à un hôtel qu'à une auberge de jeunesse : les espaces collectifs sont surdimensionnés et diversifiés mais les chambres restent standards. On en compte 545, dont une majorité de studettes de 8,50 m². Chaque résident dispose a minima d'une chambre avec douche, lavabo et WC et de l'accès aux services collectifs, notamment deux restaurants. L'établissement possède une « conciergerie », des salles de gym, un spa, des espaces de coworking où l'on peut profiter d'événements, un home cinéma, une bibliothèque... Autre avantage de la formule, la simplicité de gestion : un paiement unique donne accès à tout l'éventail proposé. Les tarifs de location les plus bas sont de 277 euros par semaine pour un engagement d'un an et de 316 euros par semaine pour quatre mois.

De nombreuses colocations à Londres coûtant l'équivalent ou plus, il est facile de comprendre pourquoi beaucoup d'étudiants choisissent l'Old Oak dont le taux d'occupation est de 97 % depuis son ouverture.



© The Collective



© The Collective

Ces applications numériques qui **bousculent** les **usages** en ville

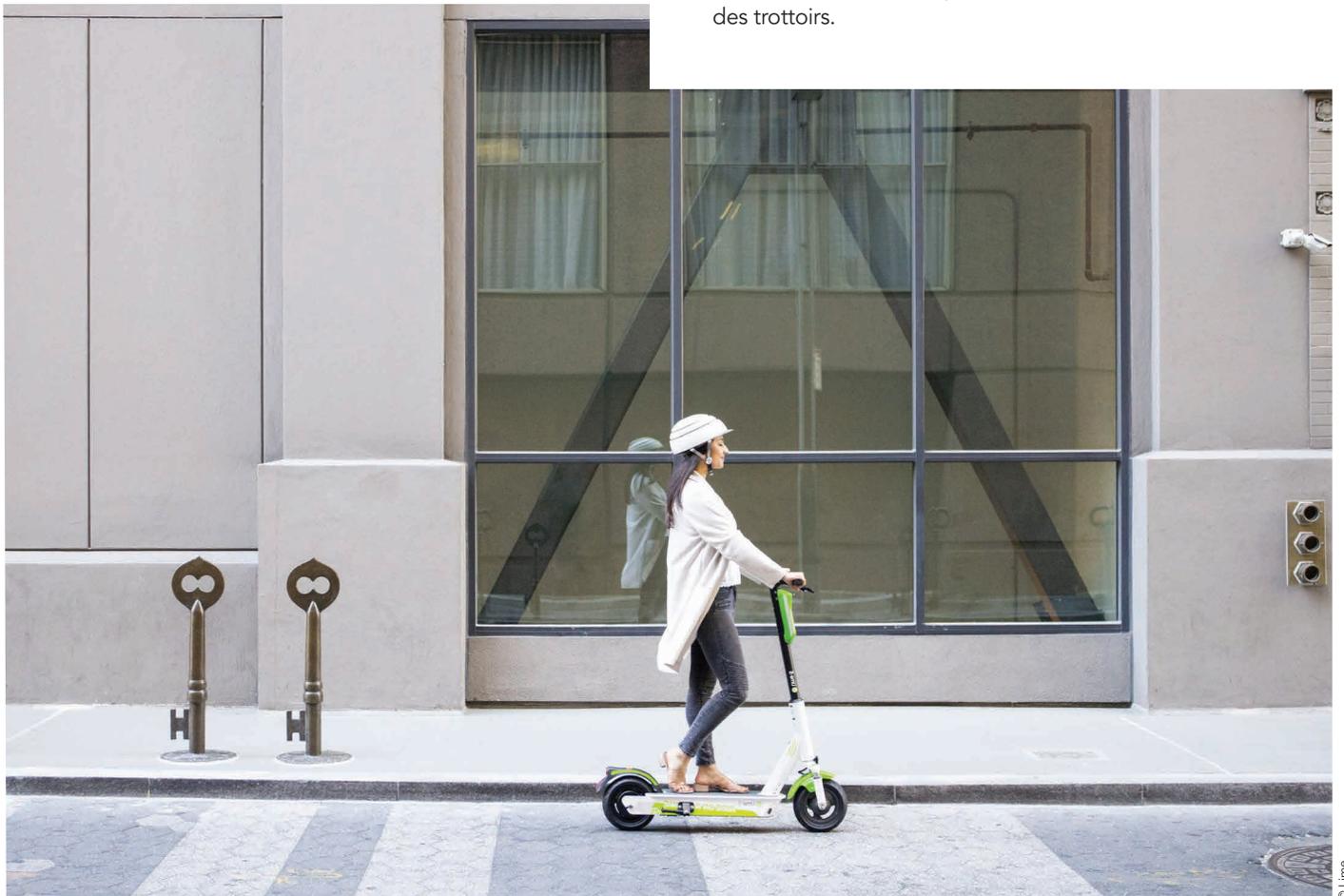
Les applications mobiles sont devenues incontournables. En 2017 ont été dépassés les 175 milliards d'applications téléchargées dans le monde, selon la société d'analyse de données App Annie, soit deux nouvelles chaque mois par personne. Alors que la grande majorité de ces téléchargements concerne le secteur des jeux et des animations, les applications dédiées à l'amélioration du quotidien des individus sont de plus en plus nombreuses. Elles cherchent à améliorer les modes de vie sur le plan social et environnemental sans nécessairement les infléchir de manière radicale. Plus elles sont enrichies par les utilisateurs et plus elles ont de succès.

Les huit applis personnalisées pour smartphone présentées vont dans le sens de la convivialité.

PLUS DE MOBILITÉ

Waze est une application de navigation GPS qui repose sur une cartographie modifiable par ses utilisateurs sur le principe du Web 2.0 (*crowdsourcing*). Guidage, état du trafic, signalement des accidents et dangers se font quasiment en temps réel. L'application renseigne même sur les zones environnementales à trafic limité.

Lime propose des trottinettes et des vélos « intelligents » en « *free floating* » (en libre-service et sans borne). Objectif : trouver des alternatives à la voiture individuelle pour les derniers kilomètres à parcourir. Avec le *free floating* débarque dans nos villes une armada de trottinettes, vélos, scooters et bientôt de voitures électriques, soit un moyen formidable d'optimiser nos trajets et de les rendre moins polluants. Mais cela bouleverse l'usage des trottoirs.





© Fabienne Régner / Imagineo

LA MISSION PÉDAGOGIQUE D'IMAGINEO

La relation entre les radios et leurs auditeurs s'est transformée avec l'arrivée des réseaux sociaux. Le projet « Ma planète, Monplaisir » réalisé par l'association Imagineo au collège Dargent à Lyon, en collaboration avec Station Sans Fil et avec le soutien de la Fondation de France, s'appuie sur la création d'une webradio pour mettre en place une approche pédagogique innovante. En partant des enjeux planétaires, les élèves d'une classe de 6^e ont imaginé des initiatives de quartier qu'ils élaborent tout au long de l'année jusqu'à leur réalisation. Partager leurs avancées à travers des podcasts est un moyen d'exprimer leur créativité : <https://soundcloud.com/radiocollegedargent>



© Lulu dans ma rue



© YesWeGreen



© Lulu dans ma rue

SERVICES À LA CARTE

Lulu dans ma rue, fondé par Charles-Edouard Vincent, propose des services à domicile à prix plutôt modérés (ménage, visites coup de main, « gros bras », montage de meubles, assistance informatique, etc.) avec l'idée de « se faire aider par quelqu'un de confiance » et de développer l'emploi local. Il existe actuellement à Paris sept kiosques-conciergeries et des relais dans certains marchés.

Hacktiv, créé par Nicolas Goudy, met en relation dans un même quartier des bénévoles et des associations.

UNE CONSOMMATION ÉQUILBRÉE

Geev accorde une seconde vie aux objets grâce à un échange de biens entre particuliers en mode ludique, une initiative gratuite qui fait se rencontrer des voisins.

YesWeGreen recense des adresses pour adopter un mode de vie écoresponsable. Les utilisateurs ont ainsi accès à des produits certifiés et à des ateliers où l'on apprend à modifier ses habitudes (produits d'entretien, cosmétiques, cours de cuisine avec des produits en circuit court...).

Too Good To Go tend à éviter le gaspillage alimentaire en proposant d'acheter, à moindre coût, les invendus des restaurants et commerces alimentaires dans un périmètre proche.

Avec **Yuka**, on scanne le code-barres d'un produit et l'application analyse son impact sur la santé en un clin d'œil. S'il est négatif, il vous conseille un équivalent de meilleure qualité. L'appli réalise également une synthèse de vos achats sur les 30 derniers jours.

Outils **antigaspi** et **prorecyclage** pour petites et grandes actions

En raison du nombre croissant d'achats en ligne, les commerces de proximité se donnent de nouvelles missions. Elles proposent des biens et des services qui valorisent le recyclage et permettent d'enrayer le gaspillage, à petite ou grande échelle.

PHÉNIX ~ FRANCE Actions d'économie circulaire

Si de plus en plus de collectivités, d'industriels et d'acteurs de la grande distribution ont conscience qu'il est nécessaire de réduire leur empreinte écologique, la complexité des changements reste un frein.

En France, **Phénix** les accompagne dans la gestion, la réduction et la valorisation de leurs déchets en mettant en place des solutions et des actions d'économie circulaire.

Cette start-up prend en charge la gestion des invendus ou des surplus et leur donne une seconde vie. Depuis 2014, elle a revalorisé plus de 15 000 tonnes de produits alimentaires et plus d'un millier de tonnes de matériel, et distribué plus de 30 millions de repas ! Entre respect de l'environnement, RSE (responsabilité sociétale des entreprises), solidarité et ambition « zéro déchet », Phénix simplifie la transition vers une économie circulaire.



© Phénix



© Phénix



© Stefano Borghi

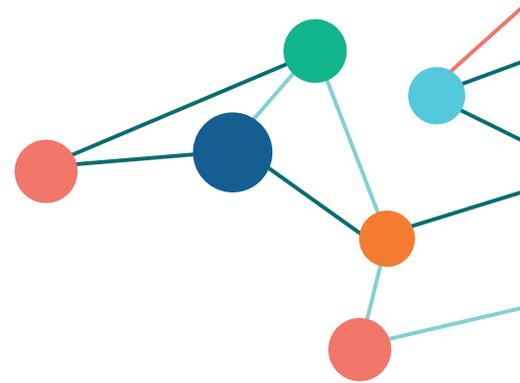


© Stefano Borghi

MAISON DU ZÉRO DÉCHET PARIS Le recyclage de A à Z

Au cœur du 18^e arrondissement de Paris, la **Maison du Zéro Déchet** prône un mode de vie frugal, basé sur la réduction des déchets à échelle individuelle et de la communauté, dans le but de préserver l'environnement. Depuis 2017, elle met en vente des écoproduits et propose des ateliers théoriques et pratiques à des particuliers et des entreprises, pour leur faire découvrir les principes du « zéro déchet ». Pour combattre l'obsolescence programmée, l'association Zero Waste, unique en son genre, mise sur l'intelligence collective et la collaboration, en proposant également l'incubation de projets engagés et le recrutement de bénévoles parmi l'écosystème citoyen parisien.

Source : PeclersParis



DÉCLOISONNER LA VILLE À PETITES MAILLES

Les grands défis de notre époque que sont le réchauffement climatique et l'accroissement des inégalités sont observables à l'échelle de la ville. Ils vont notamment se traduire par une spatialisation de plus en plus marquée des habitants en fonction de leurs revenus. Cette fragmentation va donner lieu à une nouvelle distribution géographique des populations. Comment sortir de l'opposition entre les urbains et les périurbains ?



EDWIN MOOTOOSAMY
COFONDATEUR DE OUISHARE

Le futur, une histoire en commun

Il y a quelques décennies, la question ne se posait pas : le progrès – et ses promesses d'émancipation de l'humanité – était le seul horizon de nos sociétés occidentales. Aujourd'hui nous en sommes orphelins. Or, c'est bien connu, « la nature a peur du vide » et c'est pourquoi nous voyons naître – ou renaître – des récits sur le futur : de la colapsologie*, à la décroissance en passant par le transhumanisme**. Mais, à la différence du progrès, ces phénomènes sont souvent anxiogènes et dessinent des lendemains bien sombres.

Écrire un nouveau récit

« Décloisonnons la ville ! » est une exposition qui se veut le terreau d'un autre récit, à une autre échelle. Un récit qui n'est pas anxiogène mais au contraire qui pousse à

l'engagement, à l'action sans tomber dans la facilité d'un repli sur soi trop commode. Un récit qui n'est pas écrit à l'avance mais dans lequel chacun peut trouver son chemin. Un récit qui n'oppose pas des populations mais qui construit un horizon commun. Un récit à un autre niveau, qui, à l'inverse des plateformes san-franciscaines, ne nous parle pas de passage à l'échelle supérieure, de marché monopolistique ou oligopolistique mais de notre quotidien, de notre ville, de notre quartier.

Les petites mailles

Les auditions qui ont précédé la réalisation de cette exposition le montrent : des initiatives qui bâtissent le monde de demain, il y en a plein, partout ! Mais ces initiatives reposent souvent sur les épaules d'un créateur et sont tellement ancrées dans un terreau socioculturel local qu'il est inenvisageable de les dupliquer telles quelles et encore moins de penser à un quelconque passage à une autre échelle. Impossible à industrialiser, l'innovation sociale se pense et se fait localement. L'innovation sociale, c'est un ensemble de petites mailles faites sur mesure pour les territoires où elles sont implantées. C'est pourquoi, plutôt que de vouloir les faire passer à l'échelle supérieure, nous devons mettre en place les conditions de synergie pour

Décloisonner la ville, cela signifie faire tomber les murs, qu'ils soient géographiques, sociaux ou culturels





donner à ces projets une croissance exponentielle. Pour cela il faut les identifier, les valoriser et les mettre en réseau, il faut en somme tisser de petites mailles.

Un enjeu au quotidien

Décloisonner la ville, cela signifie faire tomber les murs, qu'ils soient géographiques, sociaux ou culturels ; c'est également participer à l'écriture de ce nouveau récit, un récit qui donne à voir et favorise la multiplication de ces petites mailles en tissant la toile d'un futur commun. ♦

* Collapsologie ou étude de l'effondrement de la civilisation industrielle qui est la nôtre.

** Transhumanisme : mouvement en faveur des sciences et des techniques permettant d'améliorer les performances humaines.



© Pierre Alain Marassé



© Pierre Alain Marassé



© Pierre Alain Marassé

Ci-contre et ci-dessus : un des ateliers parisiens du collectif pluridisciplinaire Curry Vavart qui organise aussi des spectacles.



COMMENT CRÉER DES LIENS DE PROXIMITÉ

Facteur d'emploi, l'innovation sociale revêt aujourd'hui des formes multiples. Elle cherche à établir – ou à rétablir – les liens de voisinage essentiels dans la vie en société. Certains militants relèvent ce défi en allant, par exemple, rencontrer des jeunes dans des quartiers prioritaires pour leur donner des chances de réintégrer les circuits professionnels. D'autres, comme les jeunes engagés volontaires qui effectuent un service civique de six à neuf mois, proposent des aides à domicile, des conseils pratiques, un apprentissage du numérique, etc. Certaines entreprises également, en jouant les professeurs, aident de jeunes exclus à se former à un métier.

La proximité se décline aussi avec les cultures maraîchères. Apparues au cœur des villes, elles provoquent un engouement croissant. D'après l'étude récente « Comment les Français réinventent-ils la ville ? », près des trois quarts des habitants de Paris et des métropoles françaises seraient usagers de jardins partagés s'il en existait à côté de chez eux*. Cette perspective incite les jardiniers à investir des espaces parfois surprenants – toitures et sous-sols délaissés, etc. – car cultiver des fruits et des légumes pourrait bien devenir une source d'emplois urbains non négligeable.

Au chapitre de la proximité, enfin, le retour en ville d'activités artisanales est à l'ordre du jour avec les *makers*. La délocalisation de l'industrie urbaine reste la tendance mais certaines communes parviennent à maintenir des manufactures dans des quartiers denses. Avec l'essor des techniques de fabrication numérique, les fablabs ont trouvé une légitimité à s'installer en ville et sont des lieux privilégiés d'apprentissage et de transmission. Ces diverses communautés préfigurent sans doute de futurs modèles de sociétés.

* Bruno Marzloff et Philippe Moatti, 1^{re} vague octobre 2017, Observatoire des usages émergents de la ville.

Rejoindre la **société**



© Ludovic Bruneaux/Médiation Nomade

MÉDIATION NOMADE ~ FRANCE Aller dans les quartiers

L'association **Médiation Nomade** part, à travers la France, à la rencontre d'une jeunesse « en errance et en difficulté » dans des quartiers sensibles. À la demande des collectivités locales, deux frères, Lakdar et Yazid Kherfi – le second est spécialiste de la prévention et ex-détenu –, renouent le lien avec des jeunes qui ont perdu espoir et se sentent abandonnés.

Un camping-car, de la musique et une boule à facettes, des tables et des chaises installées dehors entre 20 h et minuit sont les outils de ce tandem qui, entre 2012 et 2018, a sillonné 64 quartiers dans 49 villes.

En amont de ses interventions, Médiation Nomade rencontre les acteurs locaux – élus, police, assistants sociaux – qui l'aident dans ce travail de conseil auprès des jeunes. Les actions de l'association donnent lieu chaque année à un forum national, « La nuit nous appartient », dans différentes villes de France – Paris, Marseille et Lyon les trois dernières années – qui présente des initiatives similaires.

Ces trois associations ont pour valeur commune la solidarité : Médiation Nomade renoue un dialogue perdu en allant rencontrer les jeunes dans leurs quartiers ; les Médiaterre leur offrent des missions d'intérêt économique et écologique dans le cadre du service civique volontaire et Musaïk les initie à la musique symphonique dans un quartier défavorisé.



© Musaïk

MUSAÏK ~ DRESDE Pour les plus modestes

La clientèle classique des écoles de musique allemandes provient principalement de la classe moyenne éduquée. À Dresde, le projet culturel et artistique « Chez soi à Prohlis » ouvre de nouvelles perspectives aux enfants et aux adolescents moins favorisés de ce grand ensemble où un habitant sur deux bénéficie d'aides sociales et une famille sur cinq est issue de l'immigration. En coopération avec le Societaetstheater de Dresde et la mairie de quartier, l'association **Musaïk** fournit un instrument à des enfants âgés de 7 à 11 ans et les initie gratuitement à la musique symphonique classique pendant leur temps libre. Les professionnelles Deborah Oehler (violoncelle) et Luise Börner (violon) se sont ainsi données plus de deux ans, au rythme soutenu de trois après-midis par semaine, pour faire progresser la section cordes de cet orchestre débutant. Même régime pour la classe des cuivres.



© Unis-Cité



© Unis-Cité

ACTION MÉDIATERRE ~ BORDEAUX **Service civique volontaire**

Changeons d'échelle avec « **Les Médiaterre** ». Le service civique, instauré par l'association Unis-Cité en 1995, concerne les jeunes de 16 à 25 ans et s'exerce dans tout type d'association depuis son financement par l'État en 2010. Il dure de six à neuf mois à temps plein et est indemnisé 580 euros par mois.

Depuis 25 ans, Unis-Cité a ainsi aidé plus de 20 000 jeunes de tous horizons à s'investir dans un domaine d'intérêt général : numérique, transition écologique, culture... À l'échelle nationale, en sept ans, 260 000 volontaires se sont engagés dans 11 000 structures d'accueil partenaires. Au sein d'Unis-Cité, le programme « Médiaterre », soutenu par la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier, propose un service civique basé sur les économies d'eau et d'énergie. De jeunes volontaires démarchent à domicile des personnes aux revenus modestes, les conseillent dans leurs gestes quotidiens (choix des ampoules électriques, ajout de brise-jet sur les robinets...), puis effectuent un suivi et animent des ateliers pédagogiques.

À titre d'exemple : à Ginko, grand écoquartier aménagé par Bouygues Immobilier à Bordeaux, quatre jeunes rendent ainsi visite à des particuliers plusieurs fois par semaine pour leur apprendre des « écogestes » simples et vertueux.

L'agriculture gagne du terrain en ville



Horizontaux, verticaux, les potagers commencent à conquérir les villes. La Cité maraîchère, à Romainville, et les plantations de Peas&Love, sur les toits d'immeubles à Paris et Bruxelles, sont deux réponses abordables pour ceux qui souhaitent récolter et cuisiner les produits de leur potager.

LES FERMES PEAS&LOVE PARIS ET BRUXELLES Des journées sur les toits

Face à la Maison de la Radio, tout près du quartier Beaugrenelle, la **ferme Peas&Love** a atterri sur les toits de l'hôtel Yooma Urban Lodge au printemps 2017. Créé par Jean-Patrick Scheepers sous ce nom original – littéralement « pois et amour » –, ce concept permet aux riverains de s'investir dans un projet à long terme et leur garantit de bons petits plats originaux. Moyennant un abonnement mensuel, les habitants du quartier bénéficient toute l'année de produits cultivés par un « community farmer » pour un coût plutôt modéré. Idéalement une fois par semaine, entre avril et octobre, et toutes les deux semaines le reste de l'année, on peut venir récolter tout ce que produit la parcelle dont on est locataire. La ferme organise par ailleurs des activités autour du potager urbain, comme des ateliers de cuisine ou des démarches de sensibilisation à une bonne alimentation. Déjà présent à Bruxelles, Peas&Love compte implanter cette année d'autres fermes à Paris, Lyon, Lille et Berlin.





LA CITÉ MARAÎCHÈRE ROMAINVILLE Un potager vertical

Bien que limitées par la rareté du foncier, les cultures en ville gagnent du terrain. Mais ces initiatives ne concernent pas que l'alimentation, elles portent aussi sur la logistique, le lien social ou la pédagogie. La commune de Romainville, au nord de Paris, présentera sa **Cité maraîchère** au printemps 2019 : un projet réalisé par l'équipe Ilimelgo (architectes), Secousses (architectes associés), Scoping (bureau d'études techniques), Étamine (BET HQE), Terreauciel (agronomes) et Land'Act (paysagistes). Innovante dans sa verticalité, elle est hébergée dans deux tours dont la plus haute atteint 24 m. Ces deux serres agricoles représentent une surface de 1 000 m² dédiée à la culture de légumes, champignons, fleurs comestibles, plants et semences, ainsi qu'à un laboratoire de germination, des espaces de stockage, un composteur et une petite serre et un jardin pédagogiques. Des espaces de vente en circuit court, de restauration et d'accueil d'événements complètent cet ensemble qui doit valoriser des filières de production et de consommation raisonnées. Outre l'emploi de personnes en réinsertion, le lieu revendique aussi une vocation pédagogique : il organise ainsi des actions de sensibilisation auprès des habitants de la ville (ateliers, formations, balades urbaines...).

Sous toutes ses formes – individuel, partagé, associatif ou à but économique –, le maraîchage en cœur de ville et dans les zones périurbaines doit devenir un complément à l'agriculture traditionnelle. Et son succès dépend des espaces où il pourra se développer... verticalement ou horizontalement.

Trois jardins partagés

Depuis dix ans, les Berlinoises apprécient autant le tout petit Prinzessinnengärten que l'ancien aéroport de Tempelhof, devenu un gigantesque parc public. Dans la ville en partie désertée de Détroit, les habitants opèrent un retour à la terre, grâce à des associations pionnières comme Mufi et son remarquable jardin-école.



© Manuel Fraendorf

TEMPELHOF ~ BERLIN À la conquête du tarmac

Les jardins communautaires de **Tempelhof** ont été créés après la fermeture de l'ancien aéroport, en 2008. Les pouvoirs publics envisagent alors un projet immobilier qui sera abandonné au vu des réactions des riverains. En 2010, sur cette emprise hors normes de 386 ha au sud de Berlin – plus étendue que Central Park à New York –, s'ouvre un espace public constitué de pelouses et de kilomètres de pistes.

Vont s'y développer des microjardins et autres initiatives individuelles et potagères hors-sol, creuser la terre étant proscrit en raison de la pollution du site par le kérosène. Au milieu de pelouses à perte de vue, on circule librement sur 6 km de tarmac avec toutes sortes d'engins roulants car les moteurs restent interdits.

Dès la fermeture de l'aéroport, Tempelhof a été pris d'assaut par les riverains, ce qui peut paraître étonnant pour une ville qui compte pas moins de 40 % d'espaces verts. En 2014, les Berlinoises ont rejeté à 65 % par référendum une nouvelle tentative de construction de logements et d'un centre culturel sur le pourtour du site. Malgré tout, pour loger quelque 7 000 réfugiés, le gouvernement a autorisé en 2016 la construction de logements provisoires dans les hangars et alentour. Des projets d'habitat permanent sont à l'étude.



© Fabian Willi Simon

LE PRINZESSINNENGÄRTEN BERLIN

Au cœur même des grandes agglomérations d'Europe et du monde entier, des « espaces de liberté » végétalisés voient le jour sous des formes multiples (jardins communautaires, fermes urbaines, ruchers, poulaillers...). À Berlin, ces mutations s'accroissent grâce à l'intervention de « facilitateurs urbains », qui entrent dans la ronde des nouveaux métiers de l'aménagement. La confiance qu'ils inspirent aux partenaires publics et privés leur permet, non seulement de faire entendre la voix des citoyens, mais aussi d'accompagner le développement de nouveaux projets.

Au centre de Berlin, le jardin partagé le plus réputé, le **Prinzessinnengärten**, illustre bien l'importance de ces nouveaux médiateurs.

Andreas Krüger, le directeur général de Belius, société de conseil en « stratégies spatiales communautaires », a su gagner la confiance des institutionnels et permis à l'association Nomadisch Grün de signer un bail de location avec la municipalité. Devenu lieu de production, de formation et de rencontres, ce jardin de 0,6 ha situé dans le centre-ville abrite notamment un potager collectif, un café et une bibliothèque.



MUFI ~ DÉTROIT Le pionnier des potagers

Avec plus de 1 400 fermes urbaines et jardins communautaires, Détroit est devenue pionnière en matière d'agriculture urbaine. Ses nombreux potagers partagés participent d'un mouvement ascendant, qui consolide les liens sociaux à l'échelle locale, et se caractérisent sans doute plus qu'à Berlin par leur vocation vivrière. La ville, marquée par des processus de paupérisation et de désindustrialisation après des décennies de leadership dans le domaine de l'automobile, offre dorénavant une alternative alimentaire écologique, sociale et solidaire aux réseaux d'approvisionnement classiques.

Basée dans la communauté de North End, épicentre de l'agriculture à Détroit, l'association **Michigan Urban Farming Initiative**, ou **Mufi**, a réaménagé ainsi 1,2 ha de terrain en ferme urbaine. Un centre communautaire offre aux habitants du quartier des programmes éducatifs et une formation aux meilleures pratiques de l'agriculture durable. Un café-restaurant y sert une cuisine de bonne qualité à faible coût, le reste des produits étant gratuits. D'après Mufi, plus de 2 000 ménages, églises, cantines et autres collectifs en bénéficieraient dans un rayon de 3 km.



© Nadir Ali and Sandahird / MUFI

© Michelle and Chris Gerard / MUFI

Le grand retour à l'artisanat en ville



© Amélie Lequibec

EPAL ~ LENS Les écoles de production

En France, la tendance « makers » s'appuie parfois sur certaines filières d'apprentissage. Il existe ainsi 25 « écoles de production » dans de nombreux secteurs d'activité. Leur enseignement repose sur trois piliers financiers : bénéfices de la production, aide de la région et taxe d'apprentissage. Ces écoles dispensent des diplômes professionnels d'État : CAP, bacs pro ou certifications professionnelles.

Depuis mars 2017, l'**École de production automobile de Lens (Epal)** accorde ainsi une deuxième chance à des jeunes « décrocheurs » de 15-16 ans en rupture avec le système éducatif classique et parfois avec la société (ils seraient 150 000 en France au total). Ces jeunes ayant quitté les sentiers de l'école se voient proposer des formations de deux ans pour obtenir un CAP en maintenance automobile. Les apprentis travaillent dans un atelier automobile situé au sein de l'école, ce qui les place en situation professionnelle réelle et leur permet de retrouver confiance en eux. Ils acquièrent auprès de maîtres formateurs de solides compétences en mécanique et, comme les employés, ont l'occasion de rencontrer les clients du garage. Après avoir suivi cette formation, ils pourront rejoindre des filières professionnelles.

Le réseau d'ateliers Make ICI, présent dans plusieurs villes, regroupe des artisans divers, les « makers », dans le cadre d'ateliers solidaires, et propose des stages d'initiation. L'école de production automobile de Lens et l'atelier Emmaüs à Lyon dispensent, eux, une formation semi-professionnelle à un petit effectif d'élèves en rupture d'école et les confrontent aux réalités du marché.



© Atelier Emmaüs

ATELIER EMMAÛS ~ LYON Éditeur de design

L'**Atelier Emmaüs** fait partie du mouvement du même nom mais avec le statut de maison d'édition de mobilier et d'objets de design contemporain, boutique à la clé. Il répond également à des demandes privées de projets d'aménagement et d'agencement intérieur. Créé près de Lyon en 2017, cet éditeur est en même temps un lieu d'apprentissage à la menuiserie pour un petit effectif de compagnons d'Emmaüs et de personnes accueillies dans d'autres structures de l'action sociale. L'objectif est de donner à ces artisans-élèves (une quinzaine actuellement) la possibilité de se projeter dans un avenir professionnel avec l'appui du réseau Emmaüs. Un collectif de designers se charge de dessiner modèles et projets, puis les meubles sont fabriqués en atelier avec des matériaux prélevés dans les gisements de rebuts mobiliers d'Emmaüs ainsi que des chutes industrielles. Chaque meuble est numéroté et signé par celui qui l'a réalisé.



© Make ICI

ICI MARSEILLE, ICI MONTREUIL Manufactures sociales et solidaires

En plein cœur de l'opération Euromed 2, menée par l'aménageur public Euroméditerranée, **ICI Marseille** s'est implanté à l'automne 2018. Pour UrbanEra (Bouygues Immobilier) et LinkCity, sponsors de ce projet, l'enjeu est d'investir un quartier en mutation, de favoriser l'activité professionnelle et de préfigurer l'écoquartier méditerranéen Les Fabriques qu'ils vont développer à proximité. ICI Marseille est un ensemble d'ateliers, une « manufacture sociale et solidaire » qui peut accueillir jusqu'à 200 « makers » dans un hangar de 3 500 m². Le lieu participe au retour en ville d'activités qui, le plus souvent, étaient repoussées à la périphérie. Il permet aussi de recentrer des jeunes marginalisés autour d'un projet professionnel et de redynamiser le quartier dans lequel il s'implante.

ICI Marseille est, avec ICI Nantes, le dernier-né du concept Make ICI. C'est une manufacture sociale et solidaire ouverte à tous, c'est-à-dire un réseau d'ateliers à la disposition d'artistes, d'entrepreneurs, d'artisans et de start-up du « made in France ».

Le premier atelier – de 1 700 m² –, **ICI Montreuil**, a ouvert en 2013 à l'initiative de Nicolas Bard. D'autres ouvriront à Bordeaux, à Lormes, dans le Morvan, et bientôt dans de nombreuses villes en France car les ICI commencent à essaimer. La démarche qui fait le succès de Make ICI a consisté à investir d'anciennes emprises industrielles, des parkings ou des espaces sous-utilisés par les villes et à y réunir des professionnels très différents. Ébénistes, plasticiens, experts en impression 3D, tôliers... les *makers* ont leur propre espace et partagent des ateliers, des espaces de réunion et de coworking et même des showrooms. Les surfaces et les outils de travail partagés – parc de machines, zones de stockage, open spaces ou services – réduisent les dépenses des *makers* tout en favorisant la coproduction entre occupants. De manière générale, le concept Make ICI, dans un souci d'équilibre, repose sur la répartition suivante : un tiers d'artisans, un tiers d'artistes et de designers et un tiers d'entrepreneurs et de structures issues des industries créatives.

Le jeu et la **pédagogie** au service des valeurs **démocratiques**

A lors que les initiatives collaboratives foisonnent, la ville doit revoir ses modèles de gouvernance pour intégrer un plus grand nombre d'acteurs, des citoyens aux organisations innovantes. Des solutions technologiques apparaissent, depuis les « *civic tech* » jusqu'aux grands créateurs de la smart city.

IDEASCITY ~ NEW YORK **Des projets pour la ville**

Toujours très précurseur, le New Museum de New York, partant du principe que l'art et la culture sont essentiels à la dynamique des villes, a conçu la plateforme civique et collaborative **IdeasCity** – ou « ville des idées » – entre urbanisme, action militante, technologie... Cette initiative s'installe en résidence dans les villes qui l'accueillent (Toronto, Détroit, Athènes, Arles...) et leur propose des créations originales dans divers domaines et cherche à stimuler l'inventivité locale en faisant intervenir des acteurs variés. En septembre 2017, à New York, IdeasCity a, par exemple, lancé 100 actions pour la ville de demain et animé, au square Sara-D. Roosevelt, des débats, des spectacles, des conférences, des ateliers... destinés à préfigurer les scénarios du futur.



© Justin Millhouse / IdeasCity



© Justin Millhouse / IdeasCity





HLM SUR COUR(T) ~ FRANCE Réflexion sur le logement social

Chaque année en France, lors de la semaine nationale des HLM, le concours de courts-métrages « **Hlm sur cour(t)** » offre à de jeunes auteurs-réalisateurs la possibilité de livrer leur vision aussi personnelle qu'originale du quotidien au cœur des résidences HLM. Selon Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat (USH), qui organise l'événement, cette manifestation artistique met en lumière « la place et le rôle du logement social dans notre société, les défis qu'il porte et les opportunités qu'il représente ». Entre création individuelle et réflexion sur la vie dans les grands ensembles, Hlm sur cour(t) déconstruit poétiquement les clichés propres à ce type d'habitat et invite les jeunes à mobiliser leurs énergies.

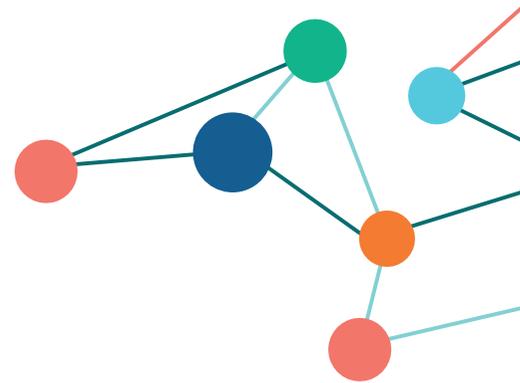


PLAY THE CITY ~ PAYS-BAS L'expression citoyenne

Aux Pays-Bas, **Play the City** mobilise toutes les ressources issues des jeux urbains, des jeux de cartes ou encore des jeux de rôles pour favoriser l'expression citoyenne et la recherche de solutions collectives. Ses objectifs vont de la coconstruction de visions du futur à des challenges plus pragmatiques, comme l'optimisation de l'économie circulaire locale. Dans le quartier d'Overvecht à Utrecht, composé à 75 % de logement sociaux, l'agence a élaboré un programme et impliqué 400 personnes afin d'améliorer la cohésion sociale entre les résidents et les nouveaux arrivants.

En 2018, Play the City a tiré les enseignements de son action et organisé une série de rencontres pour partager ses précieuses méthodes, un facteur essentiel de la mobilisation et de l'engagement des communautés d'innovation.

Source : PeclersParis



DÉCLOISONNONS LA VILLE : OUI, **MAIS AVEC QUI ?**

Le thème de l'exposition « Décloisonnons la ville ! » permet d'aborder une question de plus en plus présente dans l'actualité. La demande de décloisonnement croise nombre de propositions apparues depuis quelques années, mais leurs multiples facettes – spatiales, sociales, économiques – sont créatrices de complexité. Selon l'expression de Karl Polanyi dans son ouvrage « La Grande Transformation », comment peut-on « encaster » ces dimensions et comment faire comprendre la place du politique ?

Une cloison est une séparation entre des pièces, des parties intérieures, elle suppose donc l'existence d'un ensemble, ici la ville. Interroger la question du décloisonnement, c'est envisager de retirer des séparations, matérielles ou non, entre des personnes, des groupes ou des entités au sein de la ville.

Mais parler de la ville comme un ensemble suppose qu'on la reconnaisse déjà comme une entité. Elle l'est mais elle n'est plus une ville limitée par des remparts. Ce qui a changé, ce sont précisément ses fonctions comme ses extensions. Elle apparaît souvent comme de moins en moins vivante en son centre, que ce dernier peine à vivre ou qu'elle devienne ville-musée. Elle semble aussi parfois sans fin, sans limites et ce sont alors les difficultés de continuité entre la ville-centre et sa périphérie qui sont mises en avant. En tout état de cause, différents effets de ségrégation s'y croisent et ils sont puissants.

Comment décloisonner cette ville ? Il a semblé aux initiateurs de l'exposition que l'entrée classique des aménageurs, des administrateurs ou des développeurs devait s'ouvrir à une autre réalité : celle de nombreuses initiatives d'individus, de collectifs ou d'associations qui envisagent la ville au-



**BRIGITTE
FOUILLAND**

DIRECTRICE
DE L'ÉCOLE URBAINE
DE SCIENCES PO

trement et donnent un nouveau souffle de desserrement, d'ouverture, avec une volonté de déplier plutôt que de replier.

Les Grands Voisins, Les Petites Cantines, Ticket for Change, OuiShare, la Cité Fertile, Fives Cail, la Cité de l'ÉcoHabiter, le 107, La Grande Halle de Colombelles... autant de réalisations presque inimaginables et, en tous cas, inimaginées il y a 15 ans et qui se multiplient aujourd'hui. D'où viennent ces démarches ? En grande partie d'une analyse et d'une posture d'attention intelligente aux besoins exprimés par des personnes, habitants, résidents ou usagers : besoin de formation, de création, de mobilisation d'espaces en friche,

de mémoire des lieux, de lien social, de collaboration, de mise en commun et de mieux-être. La forte fréquentation spontanée de la plupart de ces espaces et de ces services montre que le décloisonnement est attendu.

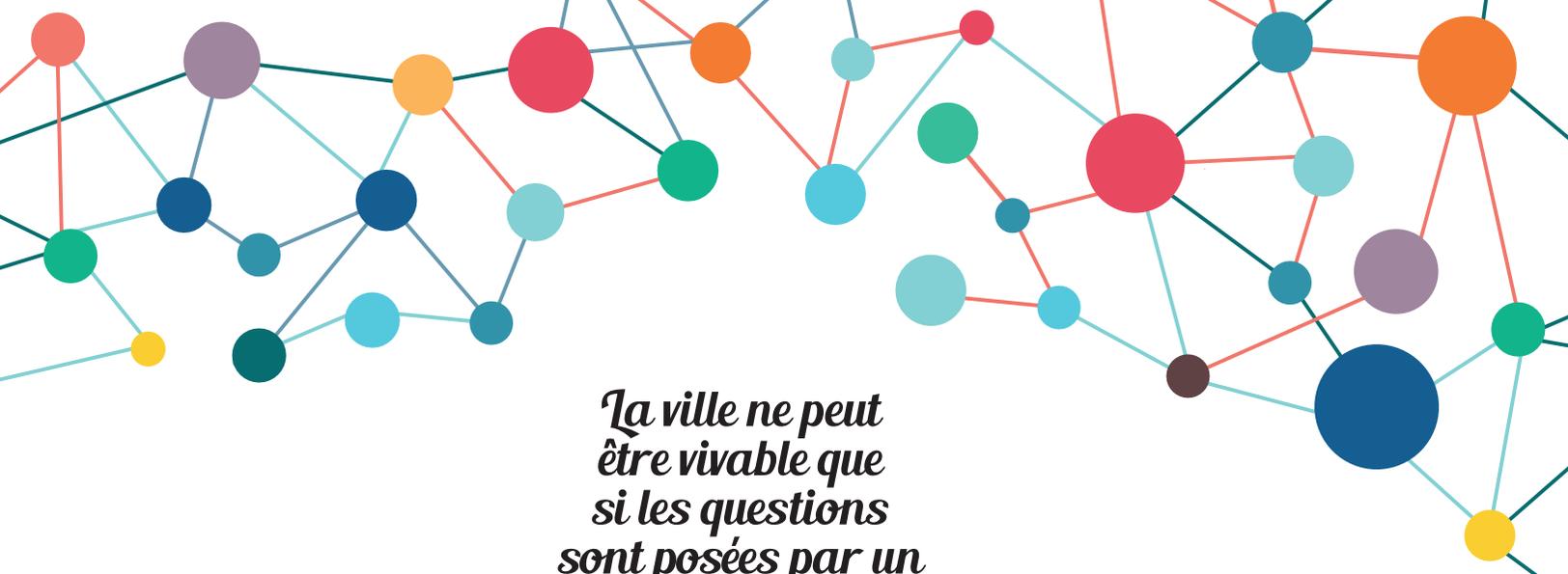
Mais ces initiatives naissent aussi du dynamisme, de l'esprit d'innovation, de la capacité à se saisir des opportunités du numérique, de la volonté de créer, sans s'arrêter aux barrières administratives, économiques et sociales. Trouver les moyens de restaurer un espace industriel, de monter des projets dans des lieux d'urbanisme temporaire, de faire participer des personnes exclues à de nombreuses activités, de créer des modes collaboratifs divers, c'est croire que d'autres manières

de faire sont possibles, mais aussi que l'on ne peut pas tout attendre des institutions publiques.

Ces initiatives procèdent enfin d'une approche moins verticale, plus transversale dans les réponses apportées. Il ne s'agit plus de répondre en silo aux aspirations comme aux besoins pressants.

***Faire participer
des personnes
exclues
de nombreuses
activités***





***La ville ne peut
être vivable que
si les questions
sont posées par un
ensemble d'acteurs
différenciés***



La lecture de la société que reflètent les différentes expériences présentées dans l'exposition relie emploi, mode de consommation, culture, écologie, loisirs comme un tout transversal auquel les acteurs doivent répondre ensemble. Plus intéressant encore, ces expériences « re-composent » une conception, devenue pendant de longues années dominante, selon laquelle la ville est l'affaire des seuls ingénieurs, architectes, voire promoteurs et aménageurs. Nous voyons bien que la ville ne peut être vivable que si les questions sont posées par un ensemble d'acteurs différenciés, et celles-ci trouvent une réponse si elles sont intégrées. Les créateurs d'initiatives apparaissent comme ayant ouvert leurs écoutilles, mais plus encore prêts à inventer des réponses ouvertes, sans œillères et, au fond, à décroquer leur esprit. Cette force leur a permis de mobiliser des acteurs pour mettre en œuvre des réponses nouvelles à un véritable besoin d'ouverture et de décroissement.

Le constat presque émerveillé de ce foisonnement varié d'exemples prouve que la capacité à changer, explorer, réaliser et créer du lien existe, avec des modalités et des objectifs différents.

Cette capacité à durer, tout en gardant le cap, est cependant exigeante. Les étudiants de l'École urbaine de Sciences Po, dans le cadre de l'exposition, montrent que les modèles juridiques et économiques ne sont pas tous stabilisés.

L'émergence d'expériences est plébiscitée dans les services qu'elles offrent comme dans le nouvel état d'esprit qu'elles créent. Mais comment s'articulent et s'articuleront-elles plus durablement avec le secteur traditionnel des biens et des services ? Trouveront-elles véritablement leur place dans la structure d'une ville aujourd'hui largement « financiarisée » ? Passeront-elles – et, si oui, comment – de l'éphémère au

durable ? Comment parviendront-elles à atteindre un équilibre économique pérenne ? Plus profondément, ces projets sont des initiatives individuelles, devenues influentes mais qui ne vivront probablement pas seules. Elles ont besoin d'un soutien financier qu'elles trouvent dans

des fondations d'entreprises, dans des aides publiques ou du *crowdfunding* (financement participatif). Elles sont approchées par des opérateurs privés, leur apportant une flexibilité nécessaire dans le cadre du système généralisé d'appels à projets. Mais leur modèle économique reste hésitant et n'a toujours pas trouvé sa vitesse de croisière.

Pour autant, l'un des points centraux de la réflexion porte sur l'insertion et le mode de complémentarité de ces nouveaux acteurs du « décroissement de la ville » au sein du système des acteurs déjà en place.

La reconnaissance de ces nouveaux « entrepreneurs », leurs interactions – entre eux et avec les associations traditionnelles, avec les institutions économiques, écologiques, administratives ou politiques – méritent la réflexion que suggère l'exposition.

Comment tous ces acteurs reliés feront-ils système ? Il ne conviendrait pas que la réponse reste à long terme lettre morte. Il ne faudrait pas non plus que ces nouveaux acteurs aient pour effet un retrait d'institutions privées ou publiques qui délaisseraient leurs responsabilités dans les domaines concernés.

Si certaines collectivités locales et nationales apportent des réponses en termes de locaux et de moyens matériels, la façon dont le politique les intégrera dans ses projets d'ensemble tout en conservant leurs spécificités reste un enjeu de taille. ♦



DANS LA DYNAMIQUE DE L'ENTREPRISE SOCIALE

Économie de marché et altruisme vont rarement de pair. Pourtant des associations, des start-up, des partenariats entre villes et acteurs privés arrivent à réconcilier l'intérêt général et la rentabilité. En matière de promotion immobilière, par exemple, des innovations isolées voient le jour. Dans un quartier résidentiel de Lyon, de futurs acquéreurs sont invités, pendant les études de conception, à définir ensemble l'aménagement des espaces communs de leur immeuble. Dans des quartiers prioritaires, la mise en place de conseils citoyens donne lieu aussi à des expériences participatives. Certains projets bénéficient ainsi de dotations : promenade bétonnée à travers champs, atelier de restauration de bicyclettes, chaîne de télévision locale, etc. Dans d'autres pays d'Europe, c'est le *crowdfunding*, ou financement participatif – de plus en plus utilisé – qui, en complétant les fonds publics, contribue à la réalisation de travaux d'intérêt général à l'échelle d'un quartier, voire d'une ville.

Think tanks et incubateurs privés ont également investi le champ de l'innovation sociale en faisant la promotion d'actions d'envergure au moyen d'ateliers participatifs, de conférences, etc.

En réponse par exemple aux enjeux écologiques, comme le traitement des déchets, l'apprentissage de bonnes pratiques et la mise en place d'un réseau d'acteurs fournissent des solutions concrètes. Des start-up sont lancées, d'autres aimeraient le faire mais sont au stade de la recherche. Des lieux exclusivement dédiés à l'innovation, les « préincubateurs », peuvent les accueillir mais sont encore assez rares. Ils fonctionnent avec des « activateurs », sortes d'agents repérant de futurs talents. Leurs conseils, alliés à des réseaux d'experts et de partenaires, permettent aux entrepreneurs de finaliser leurs projets et d'être en mesure d'accéder à un incubateur d'entreprises, une rampe de lancement très utile.

L'innovation **sociale** via les incubateurs et les **think tanks**

Ticket for Change, incubateur nouvelle génération, aide de futurs entrepreneurs à passer du rêve à un projet économiquement viable ; à son actif, plus de 2 500 réalisations... La Fonda, quant à elle, joue un rôle majeur auprès des associations traitant de transition. Elle les recense – plus de 12 500 déjà – et les rend accessibles en ligne.

TICKET FOR CHANGE ~ PARIS Découvreur de talents

Dans le monde des affaires, les opportunités professionnelles sont nombreuses mais parfois difficiles à saisir. Créée à l'initiative de Matthieu Dardaillon, Joséphine Bouchez et Adèle Galey, **Ticket for Change*** se définit comme « une école nouvelle génération qui active les talents de tous ceux qui veulent (re)trouver du sens dans leur travail et innover au service des enjeux de notre société ». L'école accompagne ainsi les « entrepreneurs du changement », des personnes ou des entreprises dont l'activité est la résolution de problèmes de société à grande échelle (éducation, santé, alimentation...).

Il s'agit tout d'abord de les mettre en valeur puis de les aider à passer à l'action. Pour cela, les leviers de Ticket for Change sont divers : cours gratuits et accessibles à tous (Mooc), développés en partenariat avec HEC Paris, programme intensif de six mois pour accompagner les entrepreneurs en devenir et autres formations. Ces outils ont permis depuis 2014 de mettre sur pied 1 396 entreprises sociales et 1 260 emplois. Citons, pour exemple, le succès de Meet My Mama, un site de restauration mais pas uniquement. Autre initiative à grande échelle, celle de Yuka ou le coach alimentaire 2.0. L'application lancée pour analyser des produits d'alimentation et des cosmétiques à partir du code-barres connaît une formidable avancée. Créée en 2016 par deux frères et une amie, elle comptait déjà en août 2018 plus de cinq millions de téléchargements.

* Lauréat du *French Impact* en 2018, il a signé une convention avec la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier jusqu'à fin 2019 pour développer la solidarité urbaine.





© Laetitia Striffling / Ticket for Change

© Laetitia Striffling / Ticket for Change



© Evelyne de Brauw / Yuka



LA FONDA ~ PARIS Fabrique associative

Mettre en valeur et accompagner sont également les maîtres mots de **La Fonda**. Cette structure de plus de 50 membres, reconnue d'utilité publique, a pour priorité les associations qui traitent de transition, qu'elle soit économique, écologique ou numérique.

Laboratoire d'idées, La Fonda n'est pas seulement un observatoire qui recense et analyse les données liées aux transformations et aux tendances d'évolution de la société et de la vie associative, mais un acteur majeur de l'innovation et de la vitalité des associations. Avec le Commissariat général à l'égalité des territoires, La Fonda a créé le Carrefour des innovations sociales, impulsé par Bastien Engelbach, coordonnateur des programmes. Il rassemble associations, têtes de réseaux, collectivités, fondations, médias, centres de recherche et institutions et a pour ambition de relayer tous les projets d'innovation sociale recensés par les membres du collectif.

On compte à ce jour 12 688 projets référencés que l'on peut consulter sur la plateforme en ligne. Mais, dans la réalité, il en existerait au moins trois fois plus.

Des passerelles à l'attention des entrepreneurs sociaux

Au Centsept, à Lyon, les porteurs de projets sociaux et environnementaux rencontrent des entreprises, des collectivités et des experts. Le 114, à Valence, soutient également de jeunes entrepreneurs. Il loue des bureaux et dispose par ailleurs d'une école et d'un restaurant.

LE CENTSEPT ~ LYON Collaborations accrues

Créé en 2014 à l'initiative de grandes entreprises, de collectivités locales et de professionnels de l'économie sociale et solidaire, le **Centsept**, lieu dédié au soutien de l'entrepreneuriat social et environnemental à Lyon, correspond à une démarche orientée vers les besoins des populations. Il met en relation divers acteurs autour d'une thématique et organise des ateliers. Santé et bien vieillir, éducation et insertion, alimentation durable, vivre ensemble sont des thèmes privilégiés dans lesquels s'inscrivent les projets du Centsept, développés, à chaque fois, en partenariat avec des entreprises existantes. Les besoins prioritaires auxquels le Centsept entend apporter sa contribution sont issus des 17 objectifs de développement durable de l'ONU. Suivant le type de projet, le Centsept sollicitera tel ou tel acteur, public comme privé, pour identifier les enjeux du territoire et les actions qui pourraient être menées. Sa démarche se déroule en cinq étapes, inspirées du design thinking : analyse des besoins sociaux et environnementaux de celui-ci ; idéation et cocréation de solutions ; prototypage ; expérimentation terrain et accélérateur de projets.

Persuadé que la complexité croissante des défis sociaux et environnementaux auxquels sont confrontés les habitants de la Métropole de Lyon nécessite de nouvelles stratégies et des outils inédits, le Centsept initie notamment, avec Florence Lécluse, déléguée générale, une collaboration accrue entre tous les acteurs économiques du territoire. Il favorise le décroisement entre l'économique et le social, entre les acteurs publics et privés, les grandes entreprises, les entrepreneurs sociaux, les associations, les habitants et les collectivités locales.



© Centsept



© Centsept



LE «114» ~ VALENCE Compétences mutualisées

Dans un contexte différent, le « 114 », récemment installé à Valence, ville préfecture du département de la Drôme, se présente comme un accélérateur d'innovations sociales. C'est une émanation du groupe Archer, créé il y a 30 ans à Romans-sur-Isère par un ensemble d'acteurs locaux pour lutter contre le chômage et l'exclusion. La présence d'Arcoop, coopérative d'activités et d'emplois initiée par le groupe en 2007, contribue à l'organisation de cette nouvelle antenne dont le rayonnement correspond au territoire de l'agglomération Valence-Romans. Arcoop rassemble des entrepreneurs dont les ressources et compétences sont mutualisées et accompagne de manière individuelle ou collective la création d'entreprises.

Au 114, on trouve un « incubateur » pour accueillir des séminaires d'entreprises, des créations de projets en résidence mais aussi des formations, l'école de l'entrepreneuriat, ou encore « Start-up de territoire », une initiative du groupe Archer lancée dans la région en 2016. Juste à côté, on trouve « le nid », composé de bureaux équipés à louer, « l'atelier » pour des sous-traitances et enfin « le Resto » qui est la première activité implantée sur ce site.

Quand le secteur public impulse l'initiative locale

A Lyon Confluence, un projet immobilier d'habitat collaboratif, guidé par la municipalité, bouscule les règles de la vente en Véfa. Par ailleurs, la mise en place dans les quartiers prioritaires de quelque 700 conseils citoyens actifs – une forme de démocratie locale – commence à porter ses fruits.

LE CONSEIL CITOYEN GUINGAMP Un chemin à travers champs

En France, près de la moitié des quartiers prioritaires disposent d'un **conseil citoyen**. Ces conseils sont issus de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014*. Principe : associer de façon plus étroite les habitants à la conception, au suivi et à l'évaluation des contrats de ville. Un conseil citoyen réunit de 15 à 50 membres, dont la moitié au moins sont des habitants tirés au sort : c'est le premier collègue. Le second est constitué, sur appel à candidatures, de représentants des associations et d'acteurs locaux : commerçants, petites entreprises, médecins et professions paramédicales... La parité hommes-femmes doit être respectée, la participation des plus jeunes est souhaitée.

Autonome et indépendant, un conseil citoyen a vocation à représenter la population du quartier. Il peut solliciter des financements publics ou privés, notamment auprès de fondations. Il récolte d'abord des témoignages puis établit une forme de diagnostic en vue d'améliorer le cadre de vie des habitants. Suivent des demandes courantes – jardins partagés, animation de quartier... –, ou plus ciblées : ouvrir un atelier participatif de fabrication et de réparation de vélos, réhabiliter un stade...

Dans les Côtes-d'Armor, le conseil citoyen de Guingamp a, par exemple, créé pour les habitants une promenade en béton, auparavant chemin de terre, à Castel-Pic... D'autres organisent des conférences-débats, des jeux de rôles avec une compagnie de théâtre, contribuent à la réalisation d'un journal imprimé, d'un court-métrage, voire d'une chaîne de télévision locale sur le Web.



© Ville de Guingamp



© Ville de Guingamp



© Sandrine Herpe/Le Télégramme

* Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, JO du 22 février 2014.

IMMEUBLE D'HABITAT COLLABORATIF ~ LYON CONFLUENCE

Les futurs propriétaires imaginent les parties communes

Le nouveau quartier Lyon Confluence, sous la houlette de l'aménageur SPL Lyon Confluence, propose, près de l'ancien marché de gros, une offre immobilière attractive et des services : conciergerie, studios d'accueil... Un des projets d'immeubles s'inspire de l'**habitat participatif**, une façon de favoriser la vie entre voisins. Confiés à l'Atelier VERA & Associés Architectes par Bouygues Immobilier, 11 logements en accession sont en effet destinés aux candidats éligibles au prêt à taux zéro (PTZ) et aux primo-accédants. Les futurs propriétaires de ces logements très abordables (3 600 euros/m²), du 2 au 5 pièces, ont été sélectionnés parmi une trentaine de candidats.

Sur la base d'un questionnaire, ces derniers ont indiqué leur niveau de disponibilité et leur volonté de s'impliquer dans des ateliers qui s'échelonneront jusqu'à la livraison du programme, en 2022. Aux futurs habitants d'imaginer les espaces communs : une salle de plus de 60 m² et un préau au rez-de-chaussée, ainsi qu'une toiture-terrasse entièrement accessible. Autre spécificité du concept : on ne choisit pas tout de suite son logement ; trois mois après avoir été retenus, les candidats s'entendent, lors d'une troisième réunion, sur la répartition des appartements avant de signer leur contrat de réservation. La vente est prévue l'année suivante, soit deux ans avant d'emménager. Guidées par des professionnels, les réunions mensuelles donnent l'occasion de faire évoluer la conception intérieure des logements et de définir les règles d'entrée dans la copropriété pour de futurs occupants.

Le promoteur s'est adjoint les services de l'Atelier Pop Corn, des médiateurs qui mettent en contact maîtres d'ouvrage et usagers. Ce programme pilote s'inscrit dans le périmètre des trois îlots Sollys qui innovent dans les domaines de l'économie d'énergie, de la santé et du bien-être des usagers avec Eurêka Confluence, groupement porté par la SPL Confluence, la Métropole de Lyon (mission Énergie), Bouygues Immobilier, LinkCity et GE/Alstom, en consortium avec 70 partenaires.



© Atelier Pop Corn

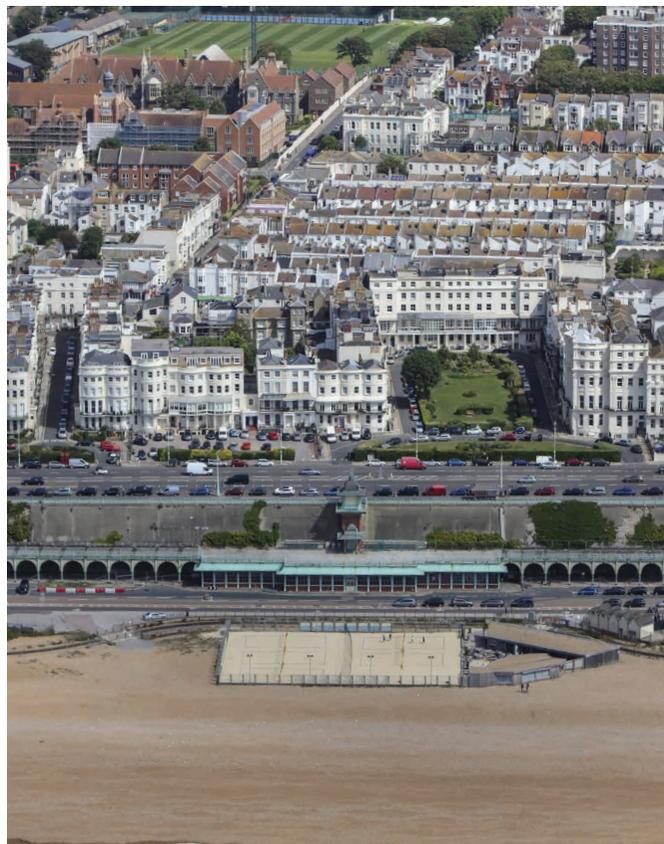


Des habitants donateurs pour l'intérêt général

Grâce au financement participatif, ou *crowdfunding*, des campagnes d'appel aux dons permettent à des projets d'aménagement publics de voir le jour. Après la construction d'une passerelle à Rotterdam, le projet de restauration d'une promenade victorienne réputée, à Brighton, s'ajoute à la liste.



© Jim Hine



© Brighton & Hove City Council

LE PROJET SAVE MADEIRA TERRACE ~ BRIGHTON Une promenade en front de mer

Le projet **Save Madeira Terrace**, à Brighton, illustre ce récent phénomène. Les Madeira Terrace ont été construites au XIX^e siècle, à l'époque victorienne, le long du front de mer. Elles constituent une galerie, réputée pour servir de scène à de très nombreuses manifestations – courses d'automobiles anciennes, marathon, etc. –, qui file sur 850 m le long de la plage.

Cet ouvrage d'art en fonte, très dégradé au fil du temps par la corrosion, a été fermé en 2013 pour des raisons évidentes de sécurité. Le coût de restauration et d'aménagement minimum des 151 arches est estimé à un montant total de 21,5 millions d'euros. Les municipalités de Brighton et de Hove se sont d'abord tournées vers le Heritage Lottery Fund, lui demandant de financer la restauration des 68 premières arches.

Au Royaume-Uni, une partie des gains de la Loterie nationale revient au Heritage Lottery Fund : en effet, sur deux livres Sterling, soit le prix d'un ticket, 56 pences (ou 28 %) sont distribués à de bonnes causes, comme la défense du patrimoine. Parallèlement, la plateforme britannique de *crowdfunding*, Spacehive, spécialiste des projets urbains, s'est chargée d'une levée de fonds et, en 2017, la première campagne de financement participatif a motivé 2 162 contributeurs – dont la municipalité et des organisations – qui se sont engagés à verser 520 000 euros. La somme recueillie sera utilisée pour la restauration des trois premières arches de la promenade. Elles serviront de vitrine pour un nouvel appel de fonds, en attendant la réponse du Heritage Lottery Fund pour la suite des opérations.

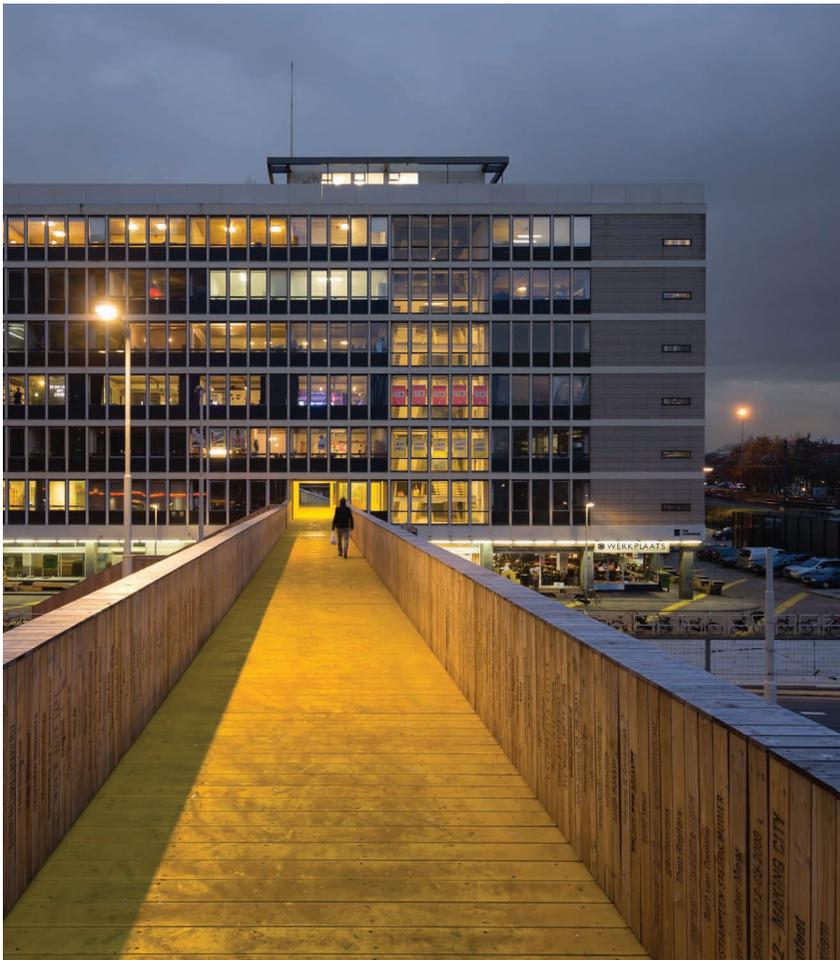
LE LUCHTSINGEL ROTTERDAM Une passerelle en pleine ville

À Rotterdam, une nouvelle passerelle en bois, **le Luchtsingel** (« pont aérien » en néerlandais) relie depuis 2015 le quartier de Hofplein à la ville : un véritable parcours, long de près de 400 m et ponctué çà et là de quelques escaliers d'accès. Quartier piétonnier jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, Hofplein s'était peu à peu détaché de la ville alors qu'il est situé en son centre. Traversé par une voie de circulation rapide et une ligne de chemin de fer, il ne possédait pas d'atout remarquable. Ses habitants réclamaient depuis longtemps cette passerelle qui les sortirait de l'isolement.

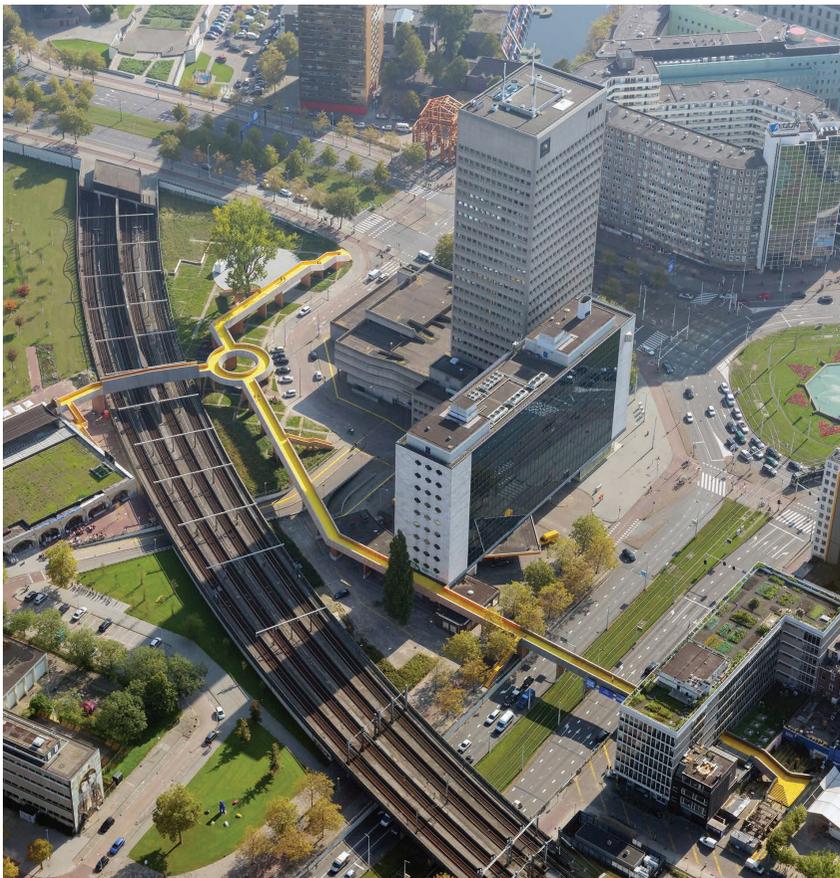
En 2011, le conseil municipal de Rotterdam a incité les habitants à présenter des projets de revitalisation pour la ville. Puis ceux-ci ont voté pour les meilleures initiatives : le projet du Luchtsingel l'a emporté. Le budget participatif de la ville était de 4 millions d'euros mais ce n'était pas suffisant. L'idée de recourir au *crowdfunding* est alors venue d'équipes d'architectes, dont le futur maître d'œuvre, Zones Urbaines Sensibles (ZUS). Le slogan choisi, « Plus vous donnez, plus long est le pont », a convaincu les habitants qui ont donné à la mesure de leurs espérances. Ainsi, en 2012, les dons individuels sont venus en renfort pour la construction du pont : 17 000 planches de bois ont été achetées à 25 euros l'unité en l'espace de trois mois, 100 000 euros ont été récoltés. La passerelle a été réalisée en éléments préfabriqués et les noms, souhaits ou messages des donateurs ont été gravés dans les garde-corps.

À une extrémité, elle traverse le Schieblock – immeuble désaffecté devenu hôtel d'entreprises qui a accueilli 80 sociétés – et, passé un embranchement circulaire, on accède soit à la gare située de l'autre côté des voies ferrées, soit à l'avenue principale. Grâce à ce projet, le quartier a gagné des espaces paysagers : un jardin à une extrémité, un parc sur le toit de la gare désaffectée – Le Luchtpark Hofbogen – et un potager sur le toit du Schieblock.

Les habitants du quartier sont les propriétaires du Luchtsingel. Le *crowdfunding*, qui a permis le décroisement de Hofplein, constitue un acte politique. « C'est une nouvelle réalité. Les gouvernements reculent mais les citoyens, eux, n'attendent plus que les choses arrivent », souligne Kristian Koreman, architecte associé de ZUS.



© Ossip van Duivenbode / ZUS



© Ossip van Duivenbode / ZUS

Les acteurs de la **philanthropie** s'organisent



© makesense

Si le tissu de l'économie sociale et solidaire s'appuie de longue date sur des engagements citoyens, start-up et « makers », en se rassemblant, font émerger une vision nouvelle de la philanthropie.

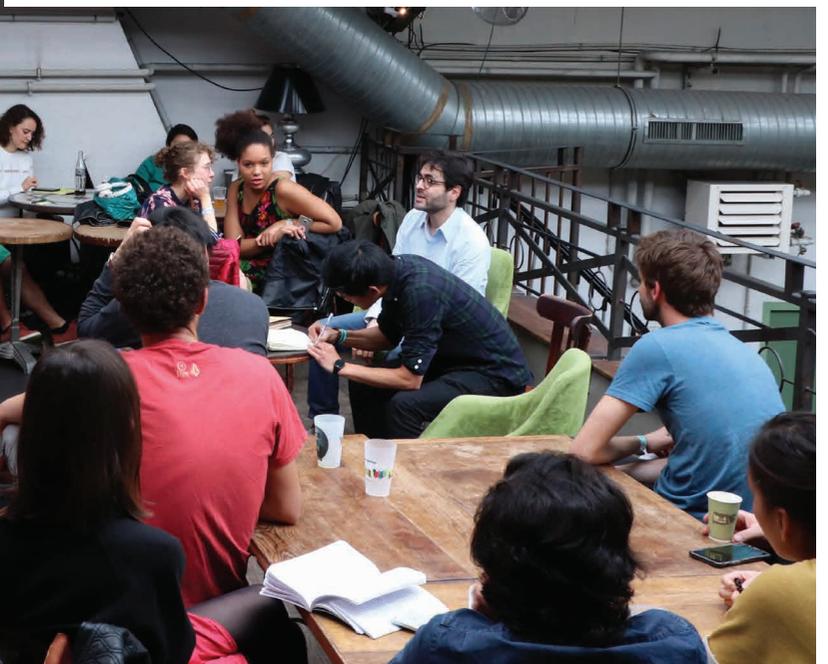
MAKESENSE ~ FRANCE Accompagnateur d'initiatives

« Engagée dans la transformation positive du monde », l'agence internationale **makesense** met en réseau et encadre des collaborations innovantes entre entrepreneurs sociaux, entreprises, collectivités, codeurs, créatifs et communautés de citoyens et de bénévoles... En 2018, à Paris, le festival makesense est devenu un forum mondial avec l'ambition d'accélérer les projets de tous au bénéfice de la cité.

Entre musique et jeux, créativité et solidarité, l'événement a abordé des sujets de société comme l'accès au numérique ou le changement climatique et résumé l'action de nombreuses campagnes d'innovation collaborative menées par makesense. Par exemple, ArchiWaste, dédiée à l'économie circulaire, ou Re(set) Your City, consacrée au développement durable.



© makesense





© Ashoka

ASHOKA ~ FRANCE Accélérateur d'innovation

Fort de son important réseau international de « fellows » (compagnons) qui encadrent les entrepreneurs sociaux, le réseau **Ashoka** a créé, en 2017, la philanthropie de demain avec «ShareIT», premier programme d'accélération technologique de l'innovation sociale et urbaine.

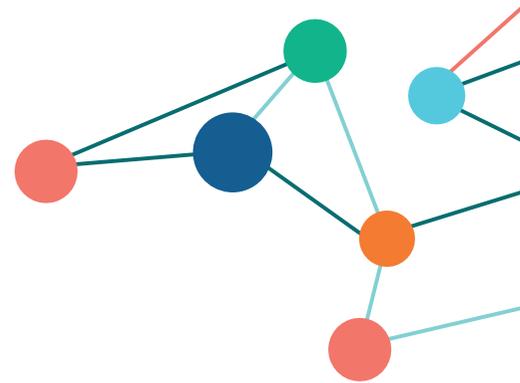
En s'installant à la Station F, le nouveau giga-incubateur de Paris, Ashoka favorise la mobilisation de partenaires mixtes et l'interconnexion entre réseaux locaux et internationaux.

Citons la plateforme www.treetwize.be, lauréat du programme ShareIT Paris 2017, qui permet à Mobile School (une ONG belge présente dans plus de 25 pays) d'augmenter l'impact de ses écoles de rue pour enfants déscolarisés. On peut être plusieurs fois primé par Ashoka sans devenir *fellow* : l'association Imagineo conçoit ainsi des ateliers collaboratifs pour développer l'esprit créatif des enfants et des adolescents en les impliquant dans la construction de la société (www.imagineo.org).

Source : PeclersParis



© Patrick Tournabeauf / Station F / Wilmette et Associés



L'INNOVATION SOCIALE FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE

Et si le décroissement était la clé pour répondre aux enjeux de la transition écologique dans les villes ? La complexité des défis environnementaux exige de repenser notre rapport à la ville. Aujourd'hui, près de la moitié de la population mondiale y vit et les territoires urbains, qui représentent moins de 1% de la superficie la planète, concentrent les grands problèmes écologiques, sociaux et économiques d'aujourd'hui : pollution des sols, de l'air et de l'eau, difficulté d'accès aux matières premières, gestion des déchets, concentration de la grande pauvreté et des inégalités, vieillissement de la population, fracture numérique, etc.



**FLORENCE
LÉCLUSE**

DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE
DU CENTSEPT

ensemble pour résoudre les problèmes de la société* et améliorer la qualité de vie au quotidien. Ce constat est de plus en plus partagé par les acteurs publics comme privés.

De fait, on imagine mal une réponse aux besoins induits par le changement climatique sans analyse partagée ni actions collectives autour des questions de mobilité, d'isolation des bâtiments, des modes de production, de gestion des ressources naturelles et des déchets produits.

Les partenariats noués au niveau local deviennent ainsi centraux pour apporter de nouvelles solutions à ces problématiques.

Pour répondre à ces défis majeurs, les acteurs impliqués dans la gestion et le développement de la ville (collectivités locales, pouvoirs publics, entreprises, associations), mais aussi les habitants, sont appelés à changer, voire à transformer profondément leur vision de la ville et leurs manières d'agir. La ville de demain, inclusive et respectueuse de l'environnement, reste à inventer.

Et aucun de ces acteurs ne peut agir seul. La population l'a bien compris. 86 % des Français pensent qu'il est urgent que les associations et les entreprises travaillent

Prenons l'exemple des associations (ou entreprises sociales**) et des grandes entreprises qui perçoivent de mieux en mieux les bénéfices qu'elles auraient à travailler ensemble : les premières peuvent s'appuyer sur la force de frappe, les expertises et le réseau des secondes pour accélérer leur croissance et enrichir leur offre.

De leur côté, les grandes entreprises ont besoin de la créativité, de l'agilité et de la connaissance du terrain des entreprises sociales pour faire évoluer leurs pratiques et organisations. Ces relations gagnant-gagnant peuvent – doivent – s'instaurer entre les collectivités et les citoyens, les collectivités et les entreprises.

*Et si le
décroissement
était la clé
pour répondre
à certains enjeux
de la transition
écologique ?*





Les grandes entreprises ont besoin de la créativité, de l'agilité et de la connaissance du terrain des entreprises sociales



Ces « alliances innovantes » au service de la ville de demain peuvent prendre de nombreuses formes, sans qu'aucun des acteurs n'y perde son identité.

Première forme d'alliance, la mise en œuvre d'un partenariat opérationnel qui s'appuie sur les compétences spécifiques de chacun. Ainsi, Yoyo, plateforme de récompense collaborative du tri, s'associe avec Veolia pour améliorer le recyclage des bouteilles plastiques en ville. Yoyo, grâce à un système de coachs et de récompenses, incite les citoyens, en particulier ceux des quartiers populaires, à recycler les bouteilles en plastique, Veolia est en charge de la collecte. En deux ans, près de 2 millions de bouteilles ont déjà été collectées en France !

Autre forme d'alliance : la conception et le déploiement d'une nouvelle offre de services communs. À Lyon, EDF et Enedis envisagent de s'associer avec Les clés de l'Atelier, organisme de formation dans le bâtiment destiné aux demandeurs d'emploi longue durée, pour mettre en place un bus itinérant : à l'intérieur, un appartement reconstitué permet aux locataires d'un logement social d'apprendre des gestes simples pour se les approprier et faire des économies d'énergie.

La collaboration peut aller encore plus loin et aboutir à la création d'une identité juridique indépendante : LemonAide, entreprise sociale spécialisée dans la logistique du recyclage créée à Paris, est le fruit de l'alliance entre la start-up Lemon Tri

qui propose des solutions innovantes et ludiques de tri, la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE) et la grande entreprise Danone. Ou comment faire rimer développement d'emplois locaux destinés aux personnes les plus éloignées de l'emploi et développement durable. LemonAide s'étend aujourd'hui à Marseille, et sûrement dans d'autres métropoles prochainement.

Ces projets sont un levier d'action efficace pour répondre à la fois aux besoins des habitants et aux enjeux de la transition écologique. En créant des opportunités de partenariats « gagnant-gagnant », ils ont un impact positif sur le territoire.

La bonne nouvelle, c'est que ce type de démarche se multiplie, dans l'objectif de créer ou consolider des initiatives qui répondent aux besoins des populations. ◆

* Charles-Benoît Heidsieck, « Compte-rendu du séminaire de la Fonda sur le rapports entre associations et entreprises » La Fonda Fabrique associative, mai 2010.

** Associations, coopératives, mutuelles, sociétés anonymes... les entreprises sociales ne sont pas définies par leur statut mais par leur but : générer un bénéfice social ou environnemental. Source : <http://mouves.org/l'entrepreneuriat-social/l-entrepreneuriat-social>

DU CÔTÉ DES

ÉTUDIANTS



© Sixtine Le Bourdonnec/École urbaine de Sciences Po

« LES INITIATIVES DE DEMAIN : CONSTRUIRE LES MODÈLES ÉCONOMIQUES DE L'INNOVATION SOCIALE »

SciencesPo
ÉCOLE URBAINE

Ce rapport réalisé par cinq étudiantes de l'École urbaine de Sciences Po explore, en France et en Europe, les facteurs de réussite des entreprises engagées dans l'innovation sociale. Après analyse d'une trentaine de structures, l'étude en présente des modèles fondés sur la solidarité. En voici la synthèse, illustrée par trois exemples.

En réponse à la demande de Demain la ville, le Lab., cinq étudiantes de l'École urbaine de Sciences Po Paris – Julie Chicaud, Margherita Fadda, Sixtine Le Bourdonnec, Mouna Lekhlati et Axelle Traversat – ont publié un rapport sur l'analyse des modèles économiques pertinents en matière d'initiative sociale et solidaire. Guidées par leur tuteur Sébastien Lévrier, cofondateur des Petites Rivières, une entreprise d'économie sociale et solidaire (ESS), elles abordent l'innovation sociale comme un domaine dans lequel se déploie l'ESS, mais pas seulement : des acteurs publics, des citoyens et d'autres types d'entreprises peuvent aussi contribuer à son enrichissement. Puisque ces entreprises se préoccupent davantage de l'intérêt général et des bénéfices sociaux de leurs actions que des objectifs purement économiques, quelles sont leurs perspectives de développement ?

Ce rapport est ambitieux : il analyse, en France et en Europe, les dénominateurs communs d'une trentaine de structures stables de l'ESS qui, en France et à l'étranger (Italie, Belgique, Royaume-Uni), exercent un impact social fort.

Quelles sont les clés qui permettent aux innovations sociales de réussir ? Identifier et cibler stratégiquement les besoins d'un territoire serait un gage de réussite.

La démarche se résume à six axes qui ne sont pas des recettes toutes faites mais plutôt de bonnes pratiques :

1. Identifier les besoins du territoire.
2. Trouver son modèle juridique.
3. Développer le capital humain et mobiliser des compétences.
4. Construire des partenariats et s'inscrire dans un écosystème local.
5. Savoir se financer, trouver son modèle économique.
6. Assurer sa pérennité et changer d'échelle.

En suivant ces principes, les entreprises partent plus armées à la conquête de résultats car, malgré les difficultés propres à l'innovation sociale et à sa mise en œuvre, les initiatives ne cessent de se multiplier et participent de façon essentielle à une société dans laquelle la solidarité est de plus en plus vitale.



MEET MY MAMA ~ PARIS

Des voyages culinaires éthiques et authentiques

Brésil, Islande, Vietnam, Sri Lanka, Côte d'Ivoire, Liban, Maroc... **Meet My Mama** est un site de restauration qui propose aux particuliers et aux entreprises des plats du monde entier réalisés par des femmes réfugiées ou issues de la migration. La mise en valeur de leurs talents a permis à ces femmes d'acquiescer le statut de chefs, d'entrepreneurs et de femmes indépendantes. Cofondé par Donia Souad Amamra, Loubna Ksibi et Youssef Oudahman, le site a très vite connu un grand succès. Cette start-up de six salariés fait travailler aujourd'hui 70 cuisinières environ, a déjà « comblé 50 000 papilles » et compte 250 entreprises clientes. À Paris, dans le Marais, la Cantine du monde est le premier restaurant ouvert par Meet My Mama.

VOISINMALIN ~ PARIS

Au secours de la précarité

L'association **VoisinMalin** propose à des services locaux, tels que La Poste, Veolia ou des entreprises de transports, d'améliorer leur fonctionnement. Le but : rapprocher les habitants des quartiers prioritaires des services publics – au nombre de 5 millions en France aujourd'hui (d'après le ministère de la Ville). Les « voisins malins », ou « habitants-leaders », vont au contact de l'ensemble des habitants de leur quartier en faisant du porte-à-porte. Multilingues, ils sont à leur écoute et les aident à résoudre les problèmes pratiques et les informent sur les services dont ils peuvent disposer. Cette association a été créée en 2010 par Anne Charpy, qui développe des projets depuis 25 ans, du Chili aux banlieues lyonnaises, puis dans l'Essonne : « Il s'est créé un décrochage par rapport au reste de la société ; les gens se vivent comme des citoyens de seconde zone et ne se sentent plus appartenir à la communauté nationale. »



LA CLOCHE ~ PARIS

« Par tous et pour tous »

La Cloche s'attache à modifier le regard porté sur le monde de la rue en encourageant la solidarité entre habitants et personnes sans domicile. Au Moyen Âge, on sonnait la cloche pour annoncer la fin des marchés aux Halles de Paris et les plus démunis venaient se servir en invendus. L'association a repris ce symbole, tous ses projets naissent d'une collaboration entre les membres d'un réseau de solidarité locale, le Carillon. Citoyens, pouvoirs publics, entreprises..., tous s'engagent. Les commerçants proposent des petits services gratuits : café, coupe de cheveux, accès aux toilettes ou prise électrique. Les habitants offrent des produits qu'ils laissent à disposition dans certains commerces et les « carillonneurs » se retrouvent régulièrement pour des événements de quartier.

L'association compte encore deux projets : Les Clochettes, depuis 2017, où les personnes sans domicile travaillent à l'embellissement des rues, des jardins partagés... et La Cloche à biscuits, où elles confectionnent des pâtisseries dans un atelier solidaire. La Cloche compte encore de nombreuses activités, et même un label musical.



© Nantes Métropole

UN TIERS-LIEU ET DES JARDINS PARTAGÉS À GRAND BELLEVUE



Le quartier prioritaire de Grand Bellevue, entre Nantes et Saint-Herblain, connaîtra dans les prochaines années de profondes mutations urbaines et sociales. Il doit « soutenir l'emploi et le développement économique, favoriser les liens entre les habitants ainsi que la réussite des enfants et des jeunes et aménager un quartier à vivre, agréable et sécurisé ». En 2018, il est aussi devenu, le temps d'un workshop, un terrain d'expérimentation pour les élèves de l'École de design Nantes Atlantique. Loin d'être une projection hors-sol, le travail des étudiants, répartis en groupe, s'est concentré sur les besoins exprimés par les habitants du quartier grâce à la médiation d'associations locales.

O'JARDIN Installation solidaire

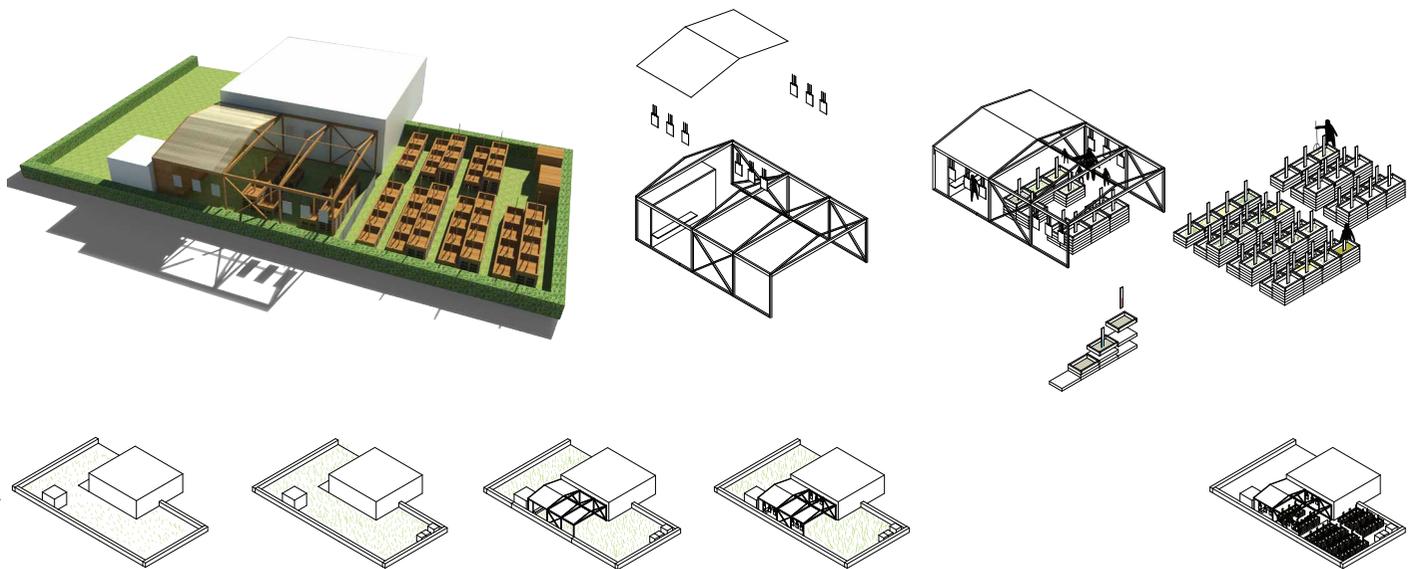
Un premier groupe, composé de Mélanie Bélangé, Arthur Follenfant, Marion Jaouen, Nolwenn Rat et Suzie Razafimihery, a étudié un projet de jardin solidaire, porté par l'association locale La Goutte d'O. Cette dernière, constituée seulement depuis 2017, réunit déjà plus de 130 adhérents et n'a pas chômé depuis sa création : animation dans le quartier, maraudes, distributions de repas dans la région nantaise et projets de solidarité internationale (notamment l'installation de puits en Afrique). Les étudiants ont permis à La Goutte d'O de mieux définir le fondement, le phasage et l'identité visuelle de leur nouveau projet de jardin solidaire. Ce dernier permettra de créer des liens à l'échelle locale et d'alimenter, grâce aux récoltes, les distributions de repas de l'association. Conçu autour de valeurs comme la générosité, la solidarité et le partage, le projet baptisé **O'Jardin** se veut vertueux (deux tiers de la surface du jardin sont en permaculture) et pédagogique, avec des espaces dédiés à l'apprentissage du « cycle de vie des jardins et des cultures ». Les éléments graphiques et de communication développés par l'équipe permettront aux plus jeunes et aux néophytes de s'imprégner pleinement de ce projet qui doit vivre au fil des saisons.



© Ecole de design Nantes Atlantique



© Ecole de design Nantes Atlantique



© Ecole de design Nantes Atlantique

BATLAB Un laboratoire créatif

Un second groupe a étudié un site tertiaire le long de la ligne du tramway, où se trouvait l'ancien siège de la Banque Populaire Atlantis. Aujourd'hui à moitié occupé par diverses entreprises, ce bâtiment, situé dans un quartier au tissu associatif dense, présente l'opportunité d'y installer un tiers-lieu solidaire et animé associé à d'autres programmes. Voici pour les données de départ.

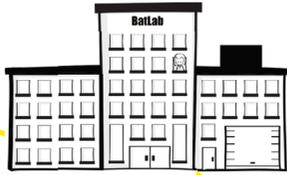
Le groupe se composait d'Agathe Blot, Caroline Gicquel, Mathilde Lechat, Morgane Levesque et Lucie Sénéchal. Les étudiantes ont été accompagnées dans leur travail par l'association Open Odyssey, qui bénéficie d'un fort ancrage local dans le cadre du projet « Bellevue en transition ». Son but : placer les citoyens dans une dynamique de coconstruction en vue de transformations futures. Les candidates ont ainsi imaginé un tiers-lieu, dédié aux

activités créatives (notamment dans la décoration et l'aménagement intérieur) et au bricolage, et ouvert sur la ville et ses habitants. Le **BatLab** s'inscrit pleinement dans le processus d'intégration du quartier à la dynamique métropolitaine nantaise. Pour l'équipe, il s'agissait d'offrir aux artisans, travailleurs indépendants et artistes locaux un espace pour développer leurs activités et démultiplier, grâce à ce « laboratoire de rencontres », les interactions et les collaborations entre professionnels. En jouant sur la mixité d'usage, avec des ateliers équipés de machines, une place centrale publique ouverte à tous, des espaces d'exposition, une ressource et même des logements à bas coût, les étudiantes de ce groupe ont affirmé la volonté de mélanger les publics, les professions et les temporalités.



Parcours utilisateur de **LOUISE**

34 ans
Architecte d'intérieur
Résidente du BatLab



Louise loue un bureau privatif
au 3^{ème} étage pour son activité.

Elle peut y travailler, y rencontrer
ses clients et bénéficier du
matériel mutualisé du BatLab
Aujourd'hui elle a rdv avec M^r Martin

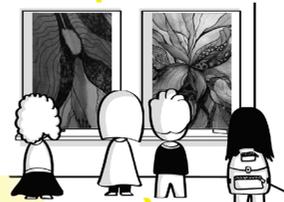


Louise se rend à une réunion de l'équipe
du BatLab. Elle peut partager ses
connaissances en économie pour les
prévisions budgétaires du BatLab



Pour réaliser le dressing de M^r Martin, elle
travaille en collaboration avec l'association
MobiCréa qui travaille des matériaux et des
objets recyclés

Elle rejoint Yohan au restaurant pour
discuter de l'exposition des créations
qu'ils ont réalisé ensemble au BatLab.



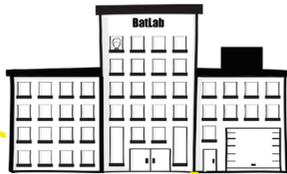
En fin de journée, Louise et Yohan vont
voir leur exposition, située dans l'espace
d'expositions du BatLab

Parcours utilisateur de **LOÏS**

25 ans
Ebéniste
Co-fondateur de MobiCréa



Pause déjeuner au 1^{er} étage
à la cafétéria



Loïs loue un appartement
au dernier étage du BatLab



Ils construisent des meubles
dédiés à la co-construction
de l'atelier.



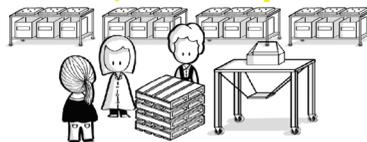
Loïs conseille Yohan pour réaliser
une cabane de jardin en bois.



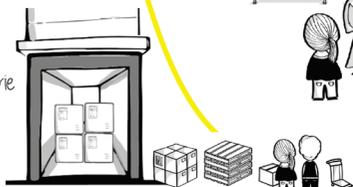
Il va se changer au vestiaire,
où il possède un casier personnel



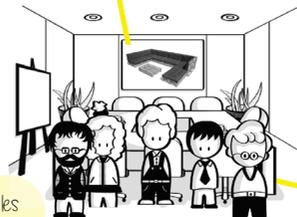
À l'atelier, ils collaborent avec Louise, architecte d'intérieur,
pour un projet de mobilier sur mesure.



Il rejoint Maud à la Ressourcerie
pour réquisitionner des
matériaux de récupération



Il termine sa journée par une
conférence pour promouvoir les
activités de son association MobiCréa



GÉNÉRIQUE DE L'EXPOSITION

UNE EXPOSITION COPRODUITE PAR DEMAIN LA VILLE, LE LAB., UNE ACTION DE LA FONDATION D'ENTREPRISE BOUYGUES IMMOBILIER, ET PAR LA CITÉ DE L'ARCHITECTURE & DU PATRIMOINE

COMMISSARIAT

Frédéric Mialet, assisté de Dominique Paultre, Ève Jouannais,
Emmanuèle Danger et Lorraine Peynichou

SCÉNOGRAPHIE ET GRAPHISME

Scénographie : Atelier Raum
Graphisme : Atelier Beau/Voir

PRODUCTION ET COORDINATION GÉNÉRALE

Direction de la communication de Bouygues Immobilier :
Valérie Petitbon, Guillaume de la Broise, Coline Kerjouan et Fabienne Bouloc

ICONOGRAPHIE

Jeanne de Poncheville

SECRETARIAT DE RÉDACTION

Emmanuèle Danger

MULTIMÉDIA

Visite virtuelle - Réalisation : Sisso
Vidéos – Réalisation : Usbek & Rica, Pop-up urbain, Agence Stroïka,
Direction de la communication de Bouygues Immobilier

RÉALISATION DU DISPOSITIF SCÉNOGRAPHIQUE

Mobilier / Audio / Vidéo : Volume Agencement
Impression : Estampe signalétique
Éclairage : Raymond Belle

CATALOGUE

Co-édition : AMC/Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier
Rédaction : Frédéric Mialet, assisté de Dominique Paultre, Ève Jouannais,
Emmanuèle Danger et Lorraine Peynichou
Conception graphique : ZED Agency
Avec les contributions de François Bertièrre, Marie-Christine Labourdette,
Alain Bourdin, Christian Devillers, Brigitte Fouilland, Florence Lécluse
et Edwin Mootoosamy

L'OPÉRATION A BÉNÉFICIÉ DU CONCOURS DE

École de Design Nantes Atlantique
École urbaine de Sciences Po

DES PARTENARIATS MÉDIA DE

AMC
L'info durable

DES CONTRIBUTIONS SUIVANTES

Membres du Comité éditorial de Demain la ville, le Lab.
Alain Bourdin, sociologue-urbaniste
Christian Devillers, architecte-urbaniste
Brigitte Fouilland, directrice exécutive de l'École urbaine de Sciences Po
Florence Lécluse, déléguée générale du Centsept
Edwin Mootoosamy, cofondateur de OuiShare

EXPERTS AUDITIONNÉS

A2Ages
Appart & Sens
Nicolas Bard, cofondateur Make Ici
Raphaële Bidault-Waddington, artiste, chercheur, prospectiviste
Philippe Bies, adjoint au maire de Strasbourg et président de CUS Habitat
et d'Habitation moderne
Camille Bonnard, chargée d'innovation sociale à Est Métropole Habitat
Pauline Cescau, coordinatrice du WIP
Paul Citron, cofondateur et directeur du développement de Plateau Urbain
Bruno Couturier, directeur de projet renouvellement urbain,
Métropole de Lyon
Ophélie Deyrolle, directrice du WIP
Cécile Diguët, urbaniste à l'IAU
Diane Dupré la Tour, cofondatrice et déléguée générale des Petites Cantines
William Elland-Goldsmith, directeur du Mouvement UP
Bastien Engelbach, coordonnateur des programmes de La Fonda Entourage
Emma Fric, directrice recherche & prospective Peclers
Nicolas Goudy, fondateur de Hacktiv
Jean-Marc Guesné, directeur général France du réseau Ashoka
Habitat et Humanisme
Sophie Keller, membre de Start-up de Territoire et cofondatrice d'Odyssem
Les Étages Unis
Thomas Lesperrier, responsable de l'antenne Ile-de-France d'Unis-Cité
Les Petits Frères des pauvres
Alizée Lozac'hmeur, cofondatrice de makesense
Karine Niego, fondatrice du réseau YesWeGreen
Christophe Paris, directeur général de l'Association de la fondation
étudiante pour la ville (Afev)
Bernadette Paul-Cornu, codirigeante de Familles solidaires
PICS, la Propriété immobilière coopérative et solidaire
Pistyles
Manuel Pomar, directeur des partenariats d'Unis-Cité
Marc Saint Olive, président de l'École de production automobile de Lens
(Epal)
Dom Tappy, vice-président de l'association Fort Recup
Bernard Viret, trésorier de l'association Fort Recup
VoisinMalin Villeurbanne
Thomas Winkel, président de l'association Fort Recup

Et les étudiants de l'École de design Nantes Atlantique
Et les étudiants de l'École urbaine de Sciences Po

À travers Demain la ville, le Lab., la Fondation d'Entreprise Bouygues
Immobilier et Frédéric Mialet remercient l'ensemble des contributeurs ainsi
que les partenaires pour leurs travaux concernant l'exposition et le catalogue.

DÉCLOISONNONS LA VILLE !

4 CHAPITRES **D'INNOVATION SOCIALE**

55 PROJETS EN FRANCE, EN EUROPE, AUX ÉTATS-UNIS

DES SOLUTIONS ORIGINALES POUR DÉCLOISONNER LA **VILLE**

UNE EXPOSITION DE LA FONDATION D'ENTREPRISE BOUYGUES IMMOBILIER

DU **30 JANVIER AU 11 MARS 2019** À LA CITÉ DE L'ARCHITECTURE & DU PATRIMOINE

- **Les Grands Voisins, Paris (75)**, une friche occupée
- **Darwin, Bordeaux (33)**, une friche occupée
- **Le fort d'Aubervilliers (93)**, futur écoquartier
- **La Cité Fertile, Pantin (93)**, friche culturelle
- **La Cité de l'ÉcoHabiter, Pantin (93)**, hôtel d'entreprises
- **L'écoquartier Fives Cail, Lille (59)**, une cité pour gastronomes
- **Le Campus CentraleSupélec, Paris-Saclay (91)**, université avec rue intérieure
- **L'Université catholique de Lyon (UCLy), Lyon-Perrache (69)**, une prison devenue école
- **Fico parc agri-fooding, Bologne (Italie)**, une halle pour les producteurs locaux
- **Mesvoisins.fr**, appli pour quartier solidaire
- **MadeInVote**, choisir ses commerces de proximité
- **Les Petites Cantines, Lyon (69)**, restaurant collaboratif
- **Coopérative Baraka, Roubaix (59)**, restaurant tiers-lieu
- **La Grande Halle, Caen (14)**, futur quartier extramuros
- **La Caverne, Paris (75)**, plantations en sous-sol
- **L'immeuble Old Oak, Londres (Royaume-Uni)**, *coliving* mode outre-Manche
- **L'appli numérique Entre Voisins, Lille (59)**, pour résidents d'un même immeuble
- **Les tours Flatmates, Ivry-sur-Seine (94)**, les logements des usagers de la Station F
- **Waze, Lime, Geev, YesWeGreen, Too Good To Go, Hacktiv, Lulu dans ma rue, Yuka**, huit applications pour surfer utile
- **Imagineo**, comment développer la créativité des enfants
- **Phénix**, la deuxième vie des surplus et invendus alimentaires
- **La Maison du Zéro Déchet, Paris (75)**, à l'école du recyclage des déchets
- **Médiation Nomade en France**, à la rencontre des jeunes des quartiers
- **Action Médiaterre, Bordeaux (33)**, le service civique volontaire
- **Musaik, Dresde (Allemagne)**, des enfants qui jouent des symphonies
- **La Cité maraîchère, Romainville (93)**, une serre toute hauteur
- **Les fermes Peas&Love, Paris (75), Bruxelles (Belgique)**, de l'agriculture sur les toits
- **Le Prinzessinnengärten, Berlin (Allemagne)**, le succès d'un très petit jardin urbain
- **Tempelhof, Berlin (Allemagne)**, les Berlinoises ont envahi le tarmac
- **Mufi, Détroit (États-Unis)**, le pionnier des jardins partagés
- **ICI Marseille (13) et ICI Montreuil (93)**, manufactures solidaires
- **École de production automobile, Lens (62)**, apprentis garagistes
- **L'Atelier Emmaüs, Lyon (69)**, éditeur de mobilier design
- **Play the City (Pays-Bas)**, l'expression citoyenne
- **Hlm sur cour(t)**, une réflexion sur le logement social
- **IdeasCity**, des projets adaptés à la dynamique des villes
- **Ticket for Change**, découvreur de talents
- **La Fonda**, laboratoire d'idées
- **Le Centsept, Lyon (69)**, pour l'entrepreneuriat social et environnemental
- **Le 114, Valence (26)**, accélérateur d'innovations sociales
- **Immeuble collaboratif, Lyon Confluence (69)**, de futurs propriétaires se concertent
- **Projet du conseil citoyen, Guingamp (22)**, une promenade à travers champs
- **Un pont piétonnier, Rotterdam (Pays-Bas)**, le fil jaune qui désenclave un quartier
- **Le projet Save Madeira Terrace, Brighton (Royaume-Uni)**, du crowdfunding pour restaurer un ouvrage d'art
- **Ashoka France**, incubateur type
- **makesense**, accompagnateur d'initiatives
- **École urbaine de Sciences Po**, avec un zoom sur **Meet My Mama, VoisinMalin** et **La Cloche**, des entreprises aux modèles pertinents
- **École de design Nantes Atlantique (44)**, tiers-lieu et jardins partagés